



LE BIOALIMENTAIRE ÉCONOMIQUE

BILAN DE L'ANNÉE 2018



AVANT-PROPOS

Le bioalimentaire économique — Bilan de l'année 2018 offre un portrait de l'industrie bioalimentaire du Québec ainsi qu'un aperçu de la conjoncture économique mondiale pour l'année 2018.

Les événements retenus illustrent la performance de chacun des maillons de la filière bioalimentaire, soit l'agriculture et les pêches, la transformation, le commerce de détail et la restauration. Ce bilan contient également une analyse des principaux facteurs sous-jacents à cette performance, c'est-à-dire la conjoncture économique, l'évolution de la demande intérieure et la dynamique des échanges internationaux.

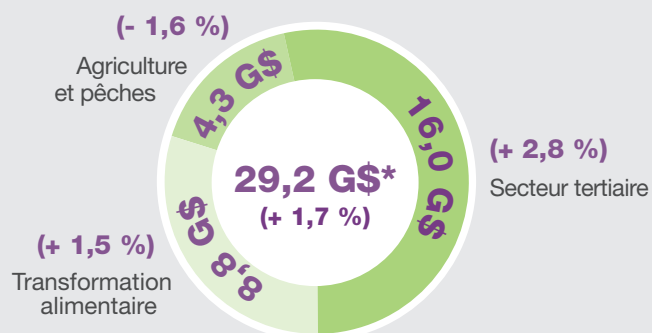
SOMMAIRE DU BILAN

1	LES CHIFFRES CLÉS ET L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2018	7
2	LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE	11
2.1	LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE	11
2.2	LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE : EFFETS SUR LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET SUR LES PRIX À L'EXPORTATION DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES	14
3	L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX	19
4	LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LE PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	25
4.1	LA DEMANDE ALIMENTAIRE	27
4.1.1	LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE	28
4.1.2	LA RESTAURATION	29
4.2	LES RETOMBÉES DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE	31
5	LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS	31
6	LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET FRUITS DE MER	35
7	L'AGRICULTURE	39
8	LES ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE LA PÉRIODE 2018-2019	43
8.1	LA CONCLUSION ET LA MISE EN ŒUVRE D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019	43
8.2	LES NÉGOCIATIONS EN COURS	44
8.3	LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES	44
8.4	LES LITIGES	45
ANNEXES		46



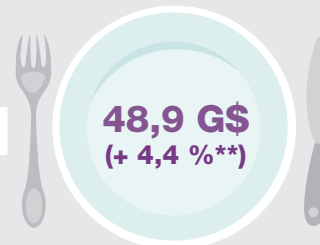
1 LES CHIFFRES CLÉS ET L'ÉVOLUTION GLOBALE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2018

PIB BIOALIMENTAIRE



51 % Part des produits consommés provenant des fournisseurs du Québec

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



31,2 G\$ (+ 3,9 %) Ventes dans le commerce alimentaire de détail

16,9 G\$ (+ 5,2 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

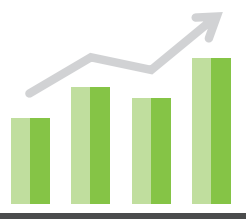


0,7 % Hausse des prix à la consommation des boissons alcoolisées

1,0 % Hausse des prix à la consommation des aliments et boissons non alcoolisées



Plus de 80 000
Entreprises



1,9 G\$ (- 3,8 %) **Investissements**



518 672
Emplois
(9 327 nouveaux emplois)



8,3 G\$
(- 2,2 %) Recettes monétaires agricoles du marché

8,7 G\$
(- 0,6 %) Recettes monétaires agricoles totales



30,3 G\$ (+ 2,9 %) **Livraisons manufacturières**

* Le PIB bioalimentaire atteint 31,3 G\$ en incluant le secteur du cannabis.

** : Progression par rapport à 2017.

Note : Dans ce document, le symbole k\$ signifie « milliers de dollars », le symbole M\$, « millions de dollars » et le symbole G\$, « milliards de dollars ».

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE MONDIALE MARQUÉE PAR LES TENSIONS COMMERCIALES ET LES RISQUES SOUS-JACENTS

- De manière générale, l'aggravation des tensions commerciales entre les plus grandes économies du monde, le Brexit et la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en Amérique du Nord ont notamment pesé sur les décisions d'investissement et le commerce international. Cette situation a contribué au ralentissement de la croissance de l'économie mondiale en 2018.
- À l'échelle mondiale, l'économie a affiché une performance de 3,6 % en 2018, ce qui représente une baisse par rapport à la croissance de l'année 2017 (3,8 %). Ce taux est néanmoins supérieur à la croissance observée en 2016. Le ralentissement de l'économie s'est manifesté tant dans les économies émergentes et en développement que dans les pays les plus développés, sauf aux États-Unis.
- Le ralentissement de la croissance dans les économies émergentes et en développement (4,5 %) s'explique en partie par la plus faible croissance de la Chine, notamment à cause des tensions commerciales avec les États-Unis.
- Le Québec et le Canada n'échappent pas à cette dynamique mondiale. Entre les années 2017 et 2018, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est passé de 3,0 % à 1,8 % au Canada et de 2,8 % à 2,1 % au Québec.

UN SECTEUR BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOIS MOINS VIGOREUX

- Le secteur bioalimentaire a été marqué en 2018 par des fluctuations sur les marchés internationaux des produits bioalimentaires. Plusieurs facteurs ont provoqué ces fluctuations, particulièrement les conditions de l'offre et de la demande sur certains marchés et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. Ce contexte a eu diverses conséquences sur les agrégats économiques du secteur bioalimentaire, qui ont baissé ou augmenté moins fortement qu'en 2017.
- Le PIB réel du secteur bioalimentaire québécois est évalué à 29,2 milliards de dollars (dollars enchaînés de 2012), une hausse de 1,7 % en 2018. Il s'agit d'une croissance moins forte que celle de l'année 2017 (4,6 %). Il est à noter que depuis l'année 2015, le PIB bioalimentaire du Québec a augmenté de 11 %.
- La croissance du PIB bioalimentaire a été surtout soutenue par le secteur tertiaire (16,0 milliards de dollars ou + 2,8 %) (section 2) et par la croissance du secteur de la transformation des aliments et des boissons (8,8 milliards de dollars ou 1,5 %) (section 5). Celle du secteur primaire a subi un repli de 1,6 %.

UNE DEMANDE ALIMENTAIRE QUI DEMEURE FORTE EN 2018

- La demande alimentaire intérieure a progressé de 4,4 % pour atteindre 48,9 milliards de dollars. Cette croissance a été enregistrée dans les services alimentaires (+ 5,2 %), dans le commerce de détail (+ 3,9 %) et dans les autres circuits de distribution (8,7 %). Elle est attribuable en partie à l'augmentation de la population et des prix alimentaires, mais surtout à une demande plus forte des consommateurs (ménages québécois, touristes, etc.). Au cours des trois dernières années (2016-2018), la demande intérieure a augmenté à un rythme accéléré de 5,8 % en moyenne par an comparativement à 3,1 % durant la période de 2012 à 2015.
- Au Québec, en 2018, des facteurs tels qu'une économie vigoureuse, un taux de chômage très bas ainsi que le recul des prix de plusieurs produits alimentaires ont contribué à soutenir les dépenses alimentaires des Québécois. Combinés à une nouvelle saison touristique remarquable, ils ont permis la bonne tenue des prix (+2,1 %) et une croissance des ventes (5,2 %) dans la restauration (section 4).
- Les ventes alimentaires au détail ont augmenté de 3,9 % (section 3), dans un contexte de stabilité des prix des aliments achetés en magasin (+0,3 %). Elles continuent par contre leur migration vers les magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.), qui affichent une croissance de leurs ventes de 7,2 %. Il s'agit d'une hausse supérieure à celle des épiceries et des autres magasins d'alimentation traditionnels (3 %).

LES EXPORTATIONS EN 2018 : UNE LÉGÈRE BAISSÉ APRÈS 10 ANNÉES CONSÉCUTIVES DE HAUSSE

- En 2018, les exportations bioalimentaires sur les marchés internationaux ont pâti des fluctuations de marchés causées par les conditions de l'offre et de la demande sur les marchés d'intrants importants pour les entreprises de transformation bioalimentaire et par la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine. Pour la première fois depuis l'année 2008, la valeur de ces exportations est en légère baisse de 2 %.
- La réduction de la valeur des exportations est principalement attribuable au groupe des produits du café et du thé, qui a subi une baisse de 45,5 %. Cette situation est liée à la fois au repli des prix sur le marché mondial et à la baisse des quantités exportées.
- Dans le secteur des produits du cacao et de la confiserie, la valeur des exportations a enregistré une baisse de 6,1 % en 2018. Cette diminution semble liée au repli des prix mondiaux des principaux intrants utilisés dans ce secteur, soit le sucre et le cacao. Par exemple, le prix mondial du sucre a diminué de 34 % entre les années 2016 et 2018 (prix mondial du sucre exprimé en dollars américains).
- Les tensions commerciales et la croissance de la production américaine ont pour leur part affecté le prix de référence du porc aux États-Unis, duquel dépend le prix payé aux éleveurs du Québec. La valeur des exportations de porc du Québec a diminué de 2 %, dans un contexte de baisse des prix de l'ordre de 9 %.

UNE AUGMENTATION DES PARTS DU QUÉBEC DANS LES LIVRAISONS CANADIENNES D'ALIMENTS ET BOISSONS ET DE TABAC

- La valeur des livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons a augmenté de 2,9 % en 2018. Même si cette croissance est plus faible que celle qui a été enregistrée en 2017 (4,6 %), elle s'inscrit dans la dynamique amorcée en 2013 qui a permis à la valeur des livraisons de passer de 23 à 30,3 milliards de dollars en 2018 (augmentation de 32 % en 5 ans).
- Le ralentissement de la croissance des livraisons en 2018 est généralisé au Canada. Il s'explique en particulier par les prix des produits industriels, qui ont peu augmenté et parfois même baissé en 2018.
- La croissance soutenue de la valeur des livraisons depuis l'année 2013 a permis au Québec d'accroître ses parts des livraisons canadiennes d'aliments et boissons et de tabac, qui sont passées de 23,9 % en 2013 à 25,8 % en 2018.

UNE BAISSÉ DES RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES TIRÉES DU MARCHÉ

- Les recettes monétaires agricoles tirées du marché ont baissé de 2,2 % en 2018 après deux années consécutives de hausse. Des rendements plus modestes en acériculture et la baisse des prix versés aux éleveurs de porcs, à la suite notamment des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, ont contribué à cette réduction.
- La valeur des exportations de produits agricoles non transformés a continué la croissance qu'elle a amorcée en 2016 (+6 % en 2018). Cette hausse contribue à répondre à l'augmentation de la demande mondiale pour les grains et les oléagineux.



Series 1	Series 2
0.17	5.60
0.95	8.52
1.98	8.74
2.09	1.08
2.69	5.54
2.73	3.03
3.48	6.00
3.65	5.78
4.01	4.32
4.51	7.59
4.86	5.90
6.15	2.43

2 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET BIOALIMENTAIRE

2.1 LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Une croissance mondiale somme toute élevée en 2018, mais des inquiétudes et des signes de ralentissement

La croissance de l'économie mondiale se situe à 3,6 % pour l'année 2018, selon le Fonds monétaire international (FMI). Elle est en deçà des 3,8 % qui ont été atteints en 2017, mais il s'agit d'un rythme plus rapide qu'en 2016 (3,3 %).

Les résultats relatifs à l'économie mondiale pour l'année 2018 dans son ensemble masquent par ailleurs un certain assombrissement durant la deuxième moitié de l'année, en raison notamment de signes d'essoufflement dans certains pays.

Les incertitudes liées aux tensions commerciales internationales et à des facteurs tels que le Brexit ont notamment ébranlé la confiance des entreprises et des consommateurs et inquiété les milieux financiers. Les restrictions au commerce ont pour leur part ralenti la progression des échanges internationaux. Ainsi, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la croissance économique mondiale a ralenti en cours d'année. Elle est passée d'un rythme annualisé qui approche les 4 % durant les deux premiers trimestres de l'année 2018 à moins de 3,5 % au dernier trimestre.

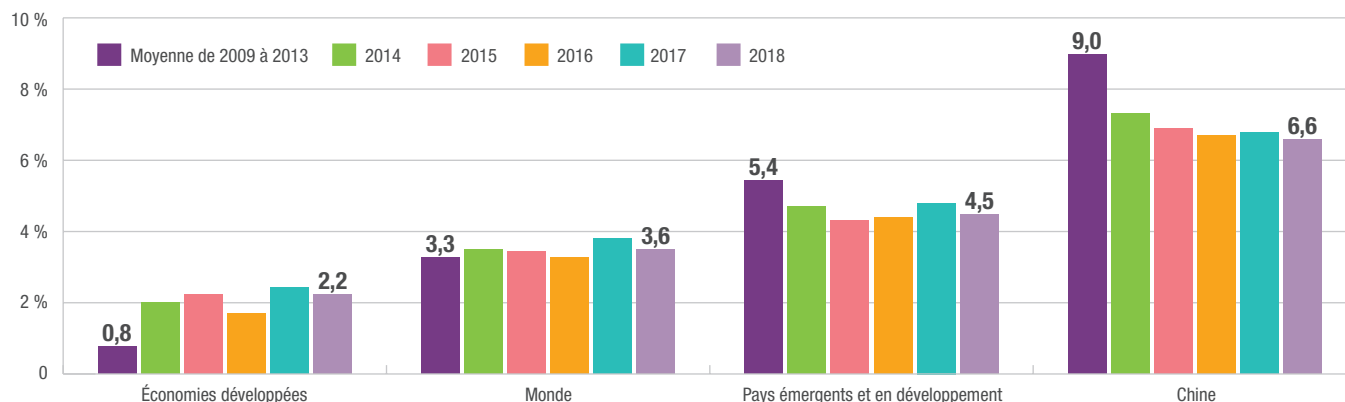
Un fléchissement de la croissance dans les économies émergentes et en développement

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique est passée de 4,8 % en 2017 à 4,5 % en 2018, à cause d'un ralentissement en Chine (6,6 %) et dans certains pays en émergence d'Europe centrale (3,6 %). Le ralentissement de la croissance en Chine s'explique en bonne partie par les tensions dans ses relations commerciales avec les États-Unis.

Les économies émergentes et en développement progressent dans l'ensemble moins rapidement qu'au cours des années 2000, alors que la croissance était de 6,1 %. Elles n'en demeurent pas moins un important moteur de la croissance mondiale, puisque l'expansion s'y poursuit à un rythme deux fois plus élevé que dans les pays les plus développés.

La croissance s'est accélérée en Inde (+7,3 %) et dépasse ainsi celle de la Chine pour une quatrième fois au cours des récentes années. Le Brésil et la Russie, quant à eux, ont pu compter sur une modeste reprise pour une deuxième année de suite.

FIGURE 1 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS LES GRANDES RÉGIONS ET EN CHINE, DE 2009 À 2018



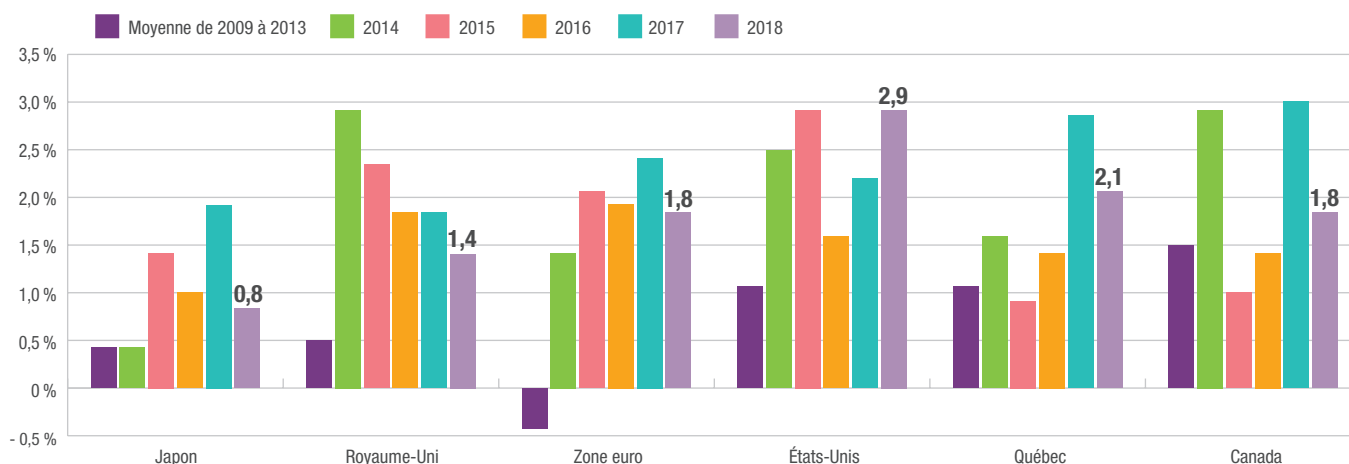
Source : Fonds monétaire international ; compilation du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ).

Un ralentissement de la progression pour certaines des économies les plus développées

Parmi les pays développés, la croissance s'est affermie aux États-Unis alors que des signes d'essoufflement se sont manifestés dans des pays comme le Royaume-Uni et le Japon ou dans la zone euro. Dans l'ensemble, la croissance du PIB réel a atteint 2,2 % en 2018 dans les économies les plus développées, comparativement à 2,4 % en 2017.

En marge des mesures d'allègement fiscal que l'Administration américaine a mises en place, la croissance a en outre atteint 2,9 % aux États-Unis en 2018, pour une deuxième fois au cours des quatre dernières années. Selon l'estimation du Bureau of Economic Analysis des États-Unis, ce résultat est attribuable à la hausse des dépenses des ménages dans les biens durables et aux investissements des entreprises privées, sauf les investissements dans la construction résidentielle qui ont plutôt fait du surplace.

FIGURE 2 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DANS CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET AU QUÉBEC



Sources : Fonds monétaire international ; Statistique Canada ; ministère des Finances du Québec, Institut de la Statistique du Québec ; compilation du MAPAQ.

La croissance de 1,8 % du PIB réel au Canada en 2018 a été moins importante que les 3,0 % de l'année précédente, notamment à cause de l'incertitude entourant la négociation d'un accord de libre-échange entre les partenaires de l'Amérique du Nord ainsi que de l'imposition de nouveaux tarifs douaniers sur la scène internationale. Selon Statistique Canada, les effets sur la croissance économique se sont surtout fait sentir en fin d'année.

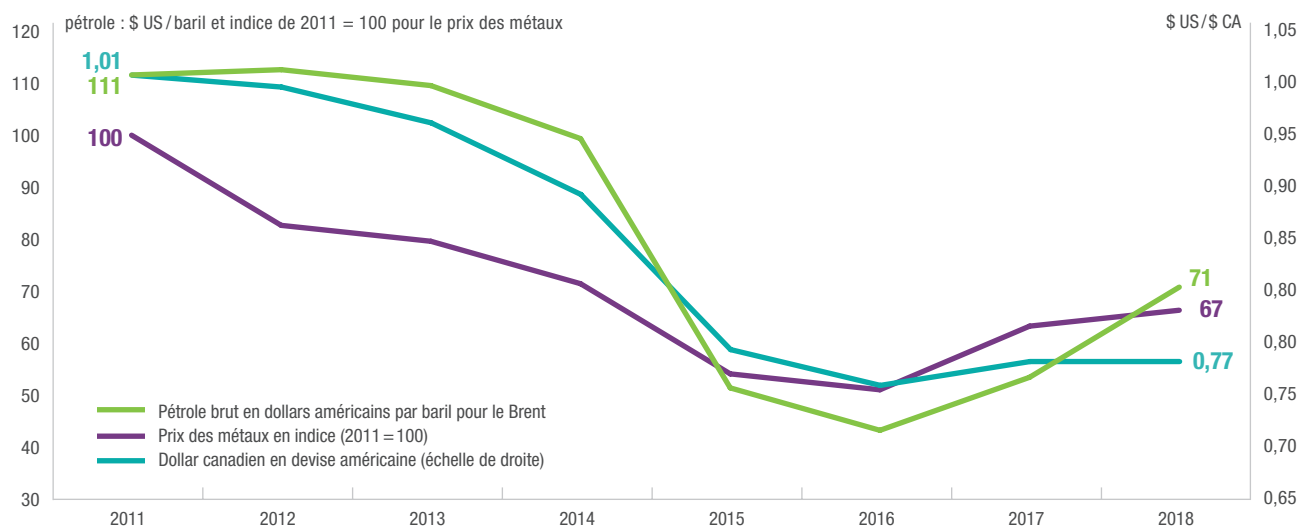
La croissance économique du Québec est estimée à 2,1 % en 2018. Ce taux est supérieur à ceux des dernières années, sauf pour l'année 2017 (2,8 %). Tout comme pour l'année précédente, les investissements des entreprises privées ont particulièrement contribué à la croissance en 2018. Même si elles n'ont pas progressé aussi fortement en 2018, les dépenses des ménages sont également demeurées une composante importante de la croissance.

Une relative stabilité pour le huard en 2018

La vigueur de l'économie mondiale entre le milieu de l'année 2016 et le milieu de l'année 2018 a notamment favorisé un redressement des cours des matières premières telles que le pétrole et les métaux. En dépit des inquiétudes de fin d'année, le pétrole et les métaux se sont négociés en moyenne à des prix plus élevés en 2018 qu'en 2017, pour une deuxième année consécutive.

Contrairement aux années précédentes, le dollar canadien n'a toutefois pas suivi le même mouvement que les cours des matières premières depuis l'année 2017. Le huard est en moyenne demeuré à 0,77 \$ US en 2018, ce qui correspond au même niveau qu'en 2017 et qu'en 2016, ou presque.

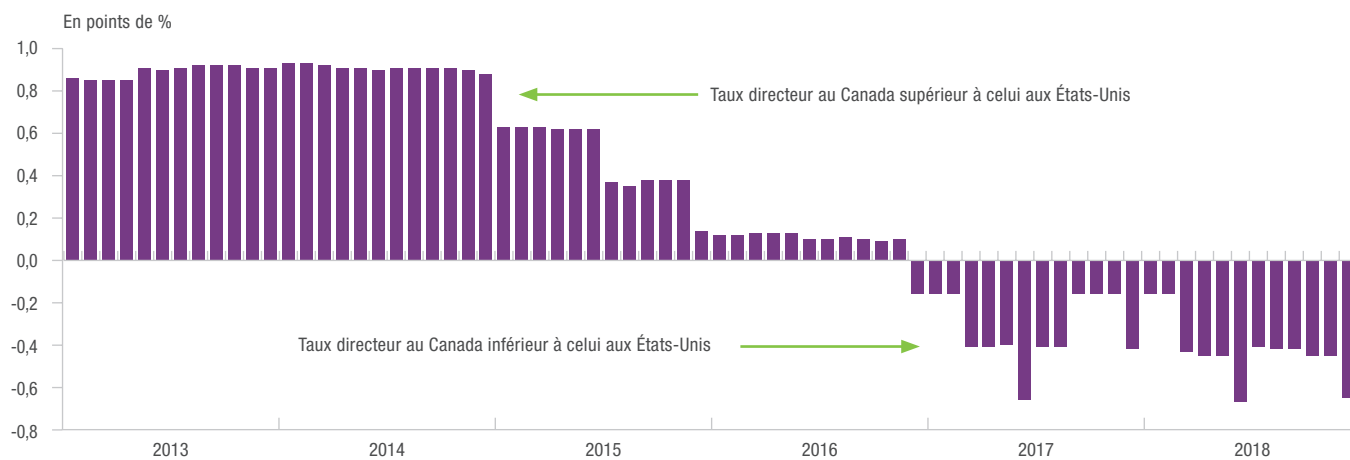
FIGURE 3 | VALEUR DU HUARD ET PRIX MONDIAUX DU PÉTROLE ET DES MÉTAUX, MOYENNES ANNUELLES



Sources : Fonds monétaire international, Statistique Canada, U.S. Energy Information Administration, Banque du Canada ; compilation du MAPAQ.

À cet égard, il est à noter que les autorités monétaires américaines ont amorcé le relèvement graduel de leur taux d'intérêt directeur avant les autorités monétaires canadiennes. Contrairement à la situation qui a prévalu jusqu'en 2016, l'écart entre les taux d'intérêt directeurs des autorités monétaires au Canada et aux États-Unis est désormais moins favorable au dollar canadien.

FIGURE 4 | ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT DIRECTEURS DES AUTORITÉS MONÉTAIRES AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

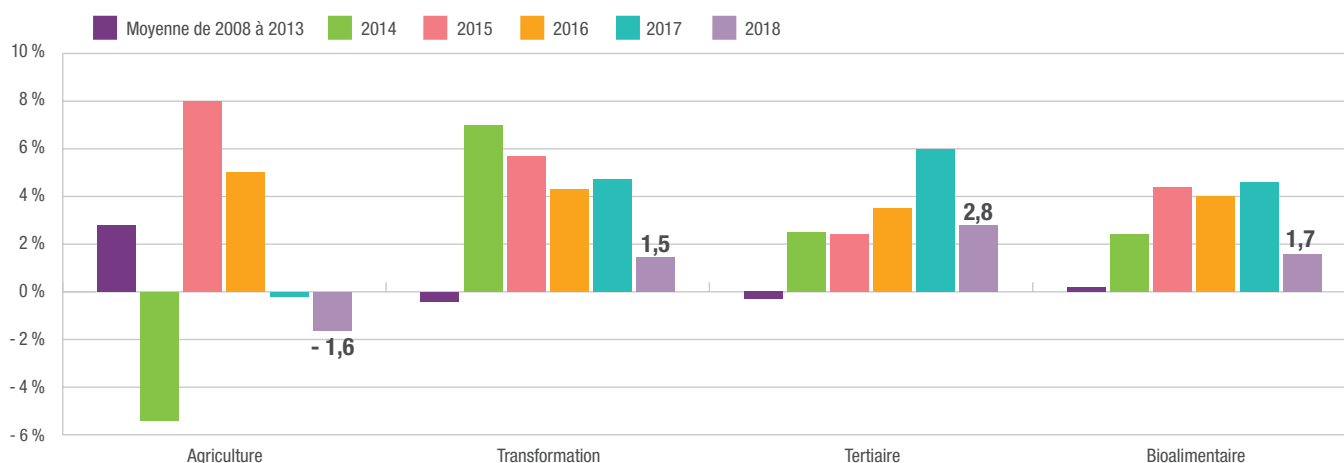


Source : Banque du Canada ; compilation du MAPAQ.

2.2 LA CONJONCTURE AGROALIMENTAIRE : EFFETS SUR LES PRIX DES PRODUITS AGRICOLES ET SUR LES PRIX À L'EXPORTATION DES PRODUITS AGROALIMENTAIRES

La croissance de 1,7 % du PIB bioalimentaire du Québec se compare à celle de l'économie canadienne. Pourtant, elle est à son plus bas niveau depuis quatre ans. Il faut préciser que sur la période de 2015 à 2017, la croissance a été exceptionnelle. Le secteur bioalimentaire profitait alors d'un double avantage, c'est-à-dire, d'une part, de la vigueur de la demande alimentaire québécoise et, d'autre part, de la forte progression des marchés d'exportation interprovinciaux et internationaux.

FIGURE 5 | TAUX DE CROISSANCE DU PIB RÉEL DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, compilation du MAPAQ.

Par contre, la situation est plus mitigée en 2018. La demande alimentaire demeure un moteur important de la croissance (voir la section 4), mais la conjoncture internationale périlleuse a affecté les industries primaire et secondaire du Québec de multiples façons.

En 2018, la conjoncture agroalimentaire s'est caractérisée par des récoltes mondiales de nouveau abondantes, la croissance de la production américaine de viande et les perturbations qu'ont pu causer les tensions commerciales internationales.

Les incidences au Québec sur les prix des produits agricoles et sur le commerce international sont diverses. Quatre secteurs retiennent l'attention : le soya, le porc, le café et le cacao et ses préparations à partir du sucre.

Les prix de référence américains du porc et du soya ont pu être davantage exposés aux tarifs que la Chine et le Mexique ont mis en place en raison de l'importance du marché chinois pour la production américaine de soya et des marchés de la Chine et du Mexique pour la production américaine de porc. Dans les cas du cacao et du sucre ainsi que du café, les conditions sur les marchés mondiaux ont fait baisser les prix.

Une influence partielle de la baisse des prix américains du soya sur les prix au Québec

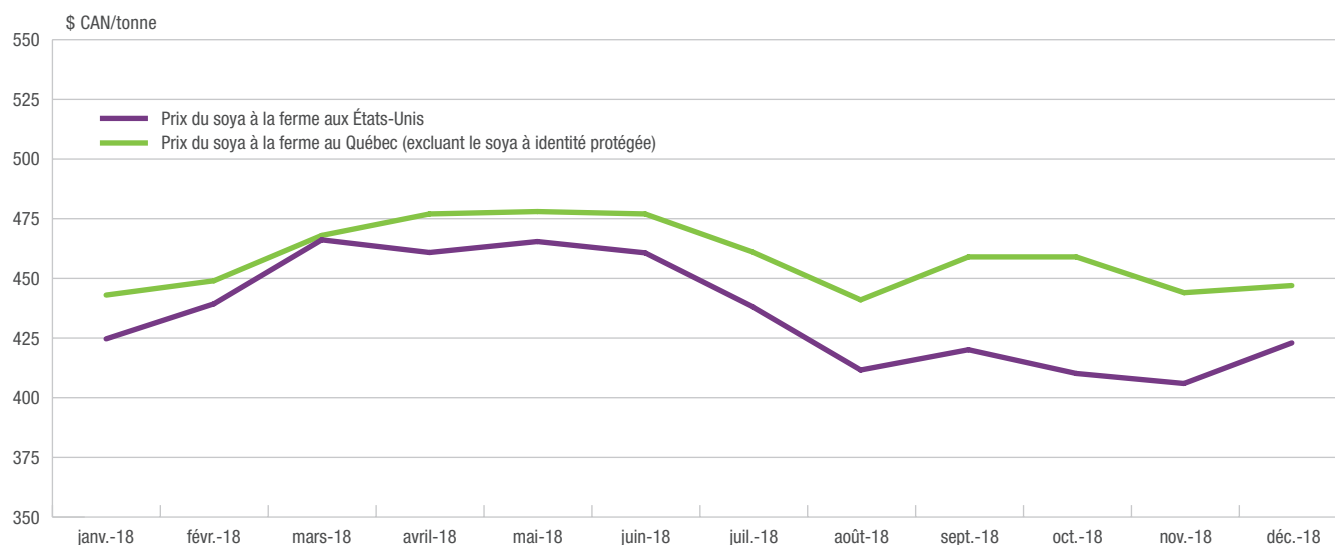
Si des conditions météorologiques défavorables à la récolte en Argentine ont contribué à relever les prix internationaux au cours des premiers mois de l'année 2018, deux facteurs ont notamment influé, à compter du milieu de l'année, sur le prix de référence américain du soya.

D'une part, l'ampleur de la récolte américaine a fait en sorte que la production mondiale de soya a atteint un niveau record en 2018. La récolte mondiale de soya pour l'année 2018 devrait excéder la demande, selon l'United States Department of Agriculture (USDA). D'autre part, l'escalade des tensions commerciales internationales a

mené, entre autres choses, à l'imposition par la Chine de tarifs sur le soya américain. Il est à noter qu'au cours des récentes années, les États-Unis ont exporté 30 % de leur production de soya vers la Chine qui est, et de loin, le plus important importateur mondial.

La baisse de prix du soya américain n'a eu qu'un effet partiel sur le prix du soya au Québec en 2018. À cet égard, notons que les exportations internationales de soya du Québec et du Canada se sont accrues en 2018. Ainsi, au Québec, le soya s'est négocié à un prix moyen de près de 460 dollars la tonne au cours de l'année 2018¹, ce qui représente environ une dizaine de dollars de moins que le prix moyen en 2017.

FIGURE 6 | PRIX DU SOYA AU QUÉBEC ET AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS PAR TONNE, DE JANVIER 2018 À DÉCEMBRE 2018



Source : Les Producteurs de grains du Québec, United States Department of Agriculture ; compilation du MAPAQ.

Le porc : baisse des prix de 9 %

La conjoncture nord-américaine a été marquée en 2018 par la poursuite de l'expansion des troupeaux des éleveurs américains (augmentation de 3 % de la production de viande bovine et de viande porcine) et par l'incidence des tensions commerciales internationales (les tarifs imposés par la Chine et le Mexique sur le porc américain) sur le prix de référence du porc aux États-Unis. Le volume des exportations américaines à destination de la Chine et du Mexique équivalait, en 2017, à environ un dixième de la production américaine.

À l'échelle internationale, l'épidémie de peste africaine porcine s'est répandue dans plusieurs pays producteurs de porcs, dont le plus important, la Chine. Cette situation pose certes des risques, mais elle n'a pas eu de répercussions notables sur les prix de référence internationaux au cours de l'année 2018.

Le dollar canadien ayant peu bougé en 2018, les prix payés aux éleveurs du Québec ont suivi, pour une large part, le mouvement des prix de référence exprimés en dollars américains. Les éleveurs de porcs ont dû encaisser une baisse de prix de 9 % en 2018 comparativement au prix moyen qui leur avait été payé en 2017.

Le cacao et le sucre

Le sucre est l'un des principaux produits alimentaires importés au Québec. Il constitue un ingrédient important pour plusieurs entreprises de transformation bioalimentaire, notamment dans le secteur des produits du cacao, qui représentent la deuxième catégorie de produits les plus exportés.

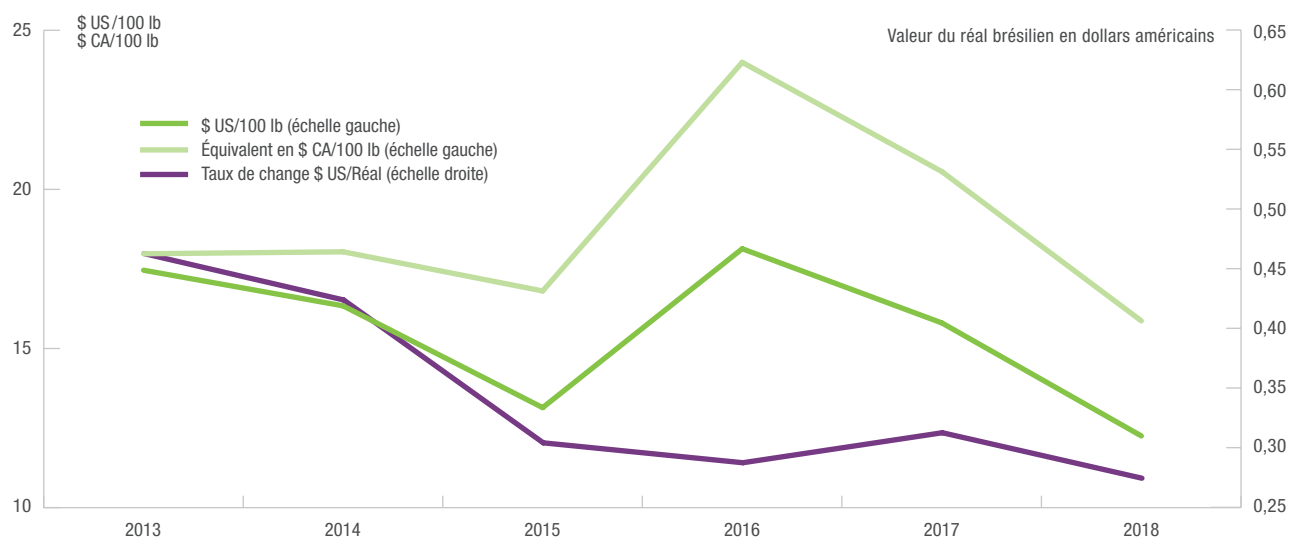
¹ Ce prix ne prend pas en considération le soya à identité protégée, qui se négocie à un prix supérieur.

En 2018, le prix mondial du sucre exprimé en dollars américains a diminué pour une deuxième année consécutive. Cette réduction s'explique principalement par les conditions de l'offre et de la demande sur le marché mondial et, dans une moindre mesure, par la légère dépréciation du réal brésilien, la devise du principal pays exportateur.

Selon les estimations disponibles, la production mondiale de sucre devrait de nouveau excéder la demande en 2018, bien qu'elle ait diminué comparativement à l'année 2017. Rappelons qu'en 2017, la production de sucre avait dépassé de 12 % la consommation mondiale sous l'impulsion notamment des rebonds observés en Inde et en Thaïlande, d'importants pays producteurs qui avaient précédemment souffert de conditions de sécheresse. Les stocks mondiaux de report pourraient, au moment de la prochaine récolte de l'année 2019, s'accroître pour une deuxième année consécutive et atteindre, selon l'USDA, un nouveau sommet sans précédent.

Au cours des deux dernières années, ces conditions ont exercé une pression à la baisse sur le prix mondial du sucre exprimé en dollars américains. La stabilité du huard durant cette période a fait en sorte que pour les importateurs du Québec, la baisse du prix mondial a été du même ordre après sa conversion en dollars canadiens.

FIGURE 7 | ÉVOLUTION DE L'INDICE DU PRIX MONDIAL DU SUCRE, DE 2013 À 2018



Sources : New York Intercontinental Exchange, Banque du Canada, Réserve fédérale des États-Unis; compilation du MAPAQ.

Le prix de la fève de cacao est passé de 1,95 \$ US la tonne métrique en janvier 2018 à 2,21 \$ US la tonne métrique en décembre de la même année. Il est toutefois bien inférieur au sommet de 3,36 \$ US la tonne métrique qui a été atteint en novembre 2015. « La forte demande de cacao à un prix relativement bas a été le principal moteur de cette ascension². »

La baisse des prix de la fève depuis l'année 2015 a eu une incidence au Québec sur les prix à l'importation de la fève et sur les prix des produits exportés de préparation de cacao. Cela a eu deux conséquences : une hausse des quantités de fèves importées et une diminution de la valeur des exportations de produits de préparation de cacao.

Le café

En 2018, la production mondiale de café s'établissait à 167 millions de sacs, une augmentation de 12 % par rapport aux 149 millions de sacs produits en 2014. Selon les prix indicatifs de l'Organisation internationale du café (OIC), le prix mondial du café a baissé de 30 % entre les années 2014 et 2018. Il est passé de 1,55 \$ US la livre en 2014 à 1,09 \$ US la livre en 2018. Cette chute a coïncidé avec le redressement de la production mondiale à la suite d'une sécheresse survenue au Brésil en 2014.

2 <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/0600437335870-matieres-premieres-le-cacao-grand-gagnant-de-2018-2233207.php>

Après avoir rattrapé la consommation en 2015, la production internationale la dépasse depuis l'année 2017, ce qui exerce une pression à la baisse sur les prix.

TABEAU 1 | PRODUCTION ET CONSOMMATION MONDIALES DE CAFÉ, EN MILLIONS DE SACS, ET PRIX INDICATIF COMPOSÉ DE L'OIC, DE 2014 À 2018³

INDICATEURS	2014	2015	2016	2017	2018*
Production	149,6	155,8	157,4	165,0	167,5
Consommation	151,2	155,4	158,2	161,7	165,2
Balance	-1,6	0,4	-0,8	3,3	2,3
Prix indicatif composé de l'OIC (\$ US la livre)	1,55	1,25	1,27	1,26	1,09

* Estimations préliminaires; source : OIC; compilation du MAPAQ.

Au Québec, cette baisse du prix du café a eu quelques conséquences sur les exportations des produits du café, dont la valeur a chuté de 46 %. Il ne s'agit toutefois pas de la seule cause de la diminution des exportations.

Les investissements

Les investissements dans le secteur de l'agriculture se sont chiffrés à 807 millions de dollars au Québec selon les résultats provisoires de l'année 2018, une baisse de 8 % par rapport à l'an passé. Après avoir atteint un plancher de 550 millions de dollars en 2013, ils se sont redressés au cours des récentes années pour dépasser les 800 millions de dollars depuis l'année 2017.

Les entreprises de transformation alimentaire du Québec ont investi en moyenne environ 370 millions de dollars par année depuis l'année 2015. La situation économique générale et agroalimentaire les a incitées à maintenir le rythme en 2018 et à investir 380 millions de dollars.

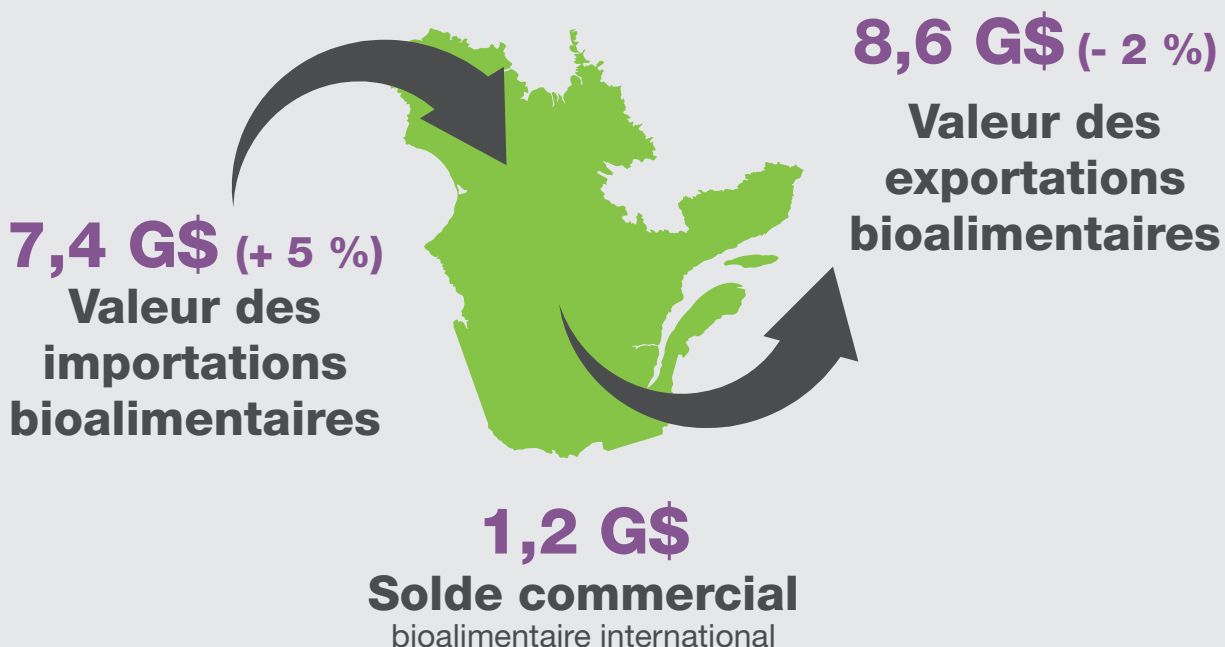
Dans le secteur tertiaire, les entreprises de distribution alimentaire réagissent davantage à la situation économique et aux ventes à la consommation au Québec. Les investissements en immobilisations dans les magasins d'alimentation traditionnels ont été plus modestes que la moyenne des dernières années. Leur valeur s'est élevée à 142 millions de dollars en 2018, une baisse de 92 millions de dollars. Notons cependant que les chiffres relatifs aux investissements ne tiennent pas compte des immobilisations effectuées par les magasins non traditionnellement alimentaires (ex. : Walmart et Costco), dont les ventes connaissent une croissance plus forte que celles des épiceries.

Les investissements dans les restaurants et débits de boissons sont passés de 220 millions de dollars à 252 millions de dollars en 2018.



3

L'ÉVOLUTION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX



Europe

Premier marché d'importation pour le Québec

Boissons (21,7 %)

Fruits et légumes (21 %)

Principales importations bioalimentaires

68 %

Part des États-Unis dans les exportations bioalimentaires du Québec

Viande porcine (19 %)

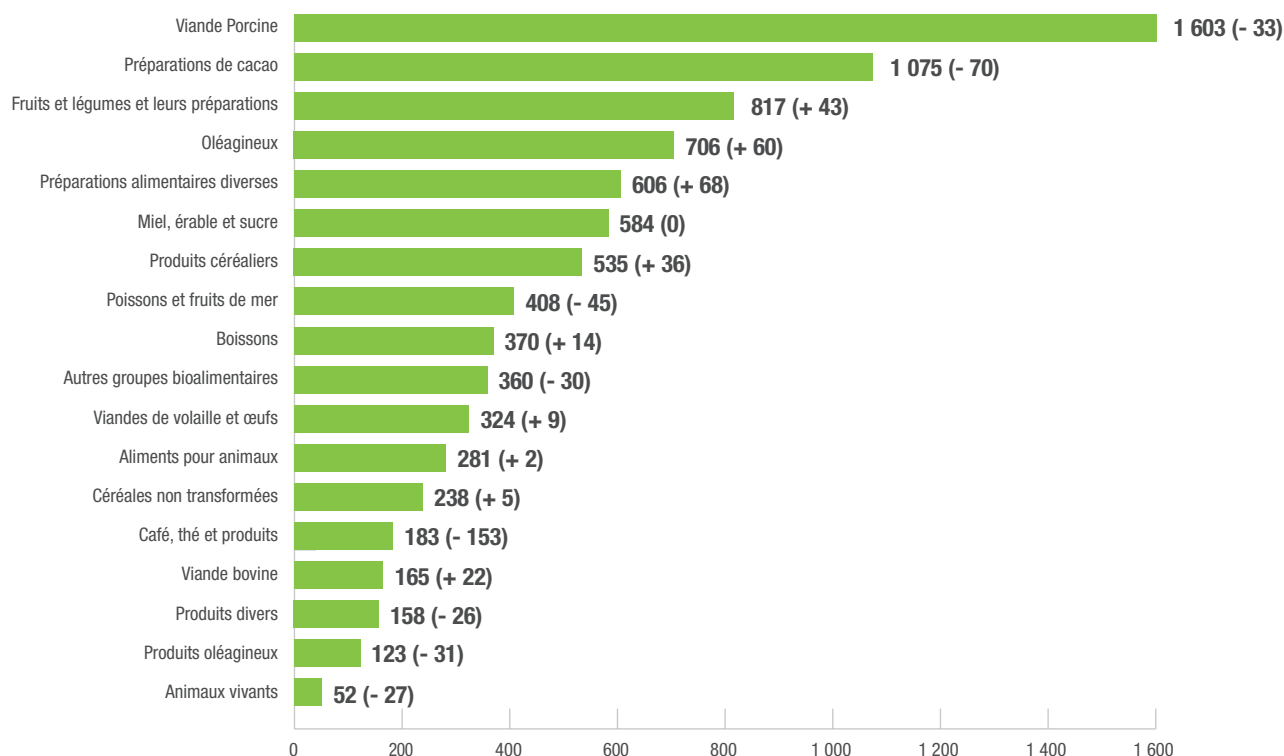
Principale exportation bioalimentaire

79 % Part des produits agricoles transformés dans les exportations du Québec

Une baisse des exportations internationales* dans un contexte mondial moins favorable

- Les quatre produits qui ont été mis en évidence dans la section précédente ont une incidence majeure sur la valeur des exportations québécoises de produits bioalimentaires, en raison de l'importance de leur valeur pour certains ou de l'ampleur de la variation en 2018 pour d'autres.
- La viande porcine, les préparations de cacao et les oléagineux représentaient, en 2017 et 2018, près de 40 % de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec.

FIGURE 8 | PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC EN 2018 (M\$)



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

- Les mouvements à la baisse des prix à l'échelle internationale se sont partiellement répercutés sur les exportations de viande porcine (-33 millions de dollars) et de préparations de cacao (-71 millions de dollars). Dans le cas des oléagineux, principalement la fève de soya, la valeur des exportations a augmenté de 60 millions de dollars malgré une diminution des prix mondiaux.
- À la suite de la baisse des quantités exportées de café torréfié non décaféiné, la valeur des exportations québécoises de café, de thé et de leurs produits a diminué de 153 millions de dollars. Cette baisse équivaut à la décroissance de la valeur des exportations totales de produits bioalimentaires en 2018.
- Outre les exportations d'oléagineux, les exportations de préparations alimentaires diverses ont aussi passablement augmenté (+68 millions de dollars). Toutefois, la hausse n'a pas été suffisamment élevée pour contrer les réductions des exportations des produits précédents. Ainsi, la baisse de 155 millions de dollars de la valeur des exportations du secteur bioalimentaire du Québec en 2018 vient mettre fin à la croissance qui était enregistrée depuis l'année 2008.
- En 2018, environ le cinquième (21 % ou 1,8 milliard de dollars) de la valeur des exportations bioalimentaires du Québec était constitué de produits agricoles non transformés, tandis que 79 % (6,7 milliards de dollars) des produits exportés avaient subi à tout le moins un premier niveau de transformation. En Ontario et à l'échelle du Canada, les proportions des exportations de produits transformés s'élèvent plutôt à 69 % et 56 %. Les produits agricoles représentent une part plus importante des exportations pour ces régions.

* Les données douanières d'importation et d'exportation sont compilées selon la province de dédouanement.

FIGURE 9 | VARIATIONS DU COMMERCE DES PRINCIPAUX PRODUITS BIOALIMENTAIRES EXPORTÉS PAR LE QUÉBEC ENTRE LES ANNÉES 2017 ET 2018 (M\$)

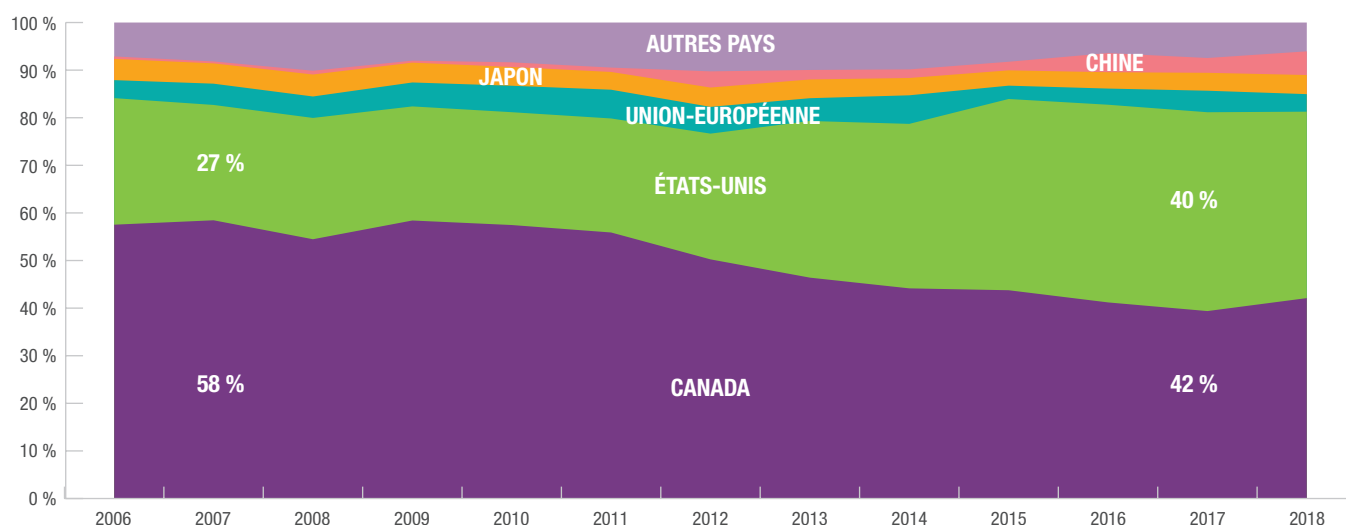
AUGMENTATION	Préparations alimentaires diverses (+ 68 millions, + 13 %)	Café, thé (- 153 millions, - 46 %)	DIMINUTION
	Oléagineux non transformés (+ 60 millions, + 9 %)	Préparations de cacao (- 70 millions, - 6 %)	
	Fruits, légumes, préparations (+ 43 millions, + 6 %)	Produits marins (- 45 millions, - 10 %)	
	Préparations de céréales et farines (+ 36 millions, + 7 %)	Viande porcine (- 33 millions, - 2 %)	
	Viande bovine (+ 22 millions, + 15 %)	Produits laitiers (- 33 millions, - 18 %)	
	Boissons et alcools (+ 14 millions, + 4 %)	Produits oléagineux (- 31 millions, - 20 %)	
	Viande de volaille et œufs (+ 9 millions ou + 3 %)	Animaux vivants (- 27 millions, - 34 %)	
		Produits divers (- 25 millions, - 14 %)	

Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Les États-Unis : toujours la principale destination des exportations bioalimentaires internationales du Québec

- En 2018, environ 42 % des exportations bioalimentaires du Québec étaient destinées au reste du Canada. Toutefois, depuis l'année 2006, les exportations sur le marché américain, qui est la principale destination internationale, prennent de plus en plus de place. Leur proportion atteignait près de 40 % en 2018. On note par ailleurs la proportion de la Chine, qui est devenue le troisième marché d'exportation. Celle-ci est passée de 0,5 % à 5 % du total au cours de la période analysée.

FIGURE 10 | PART DES DIFFÉRENTES DESTINATIONS DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC



Source : modèle des flux; Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Des importations internationales qui proviennent en majorité de l'Europe et des États-Unis

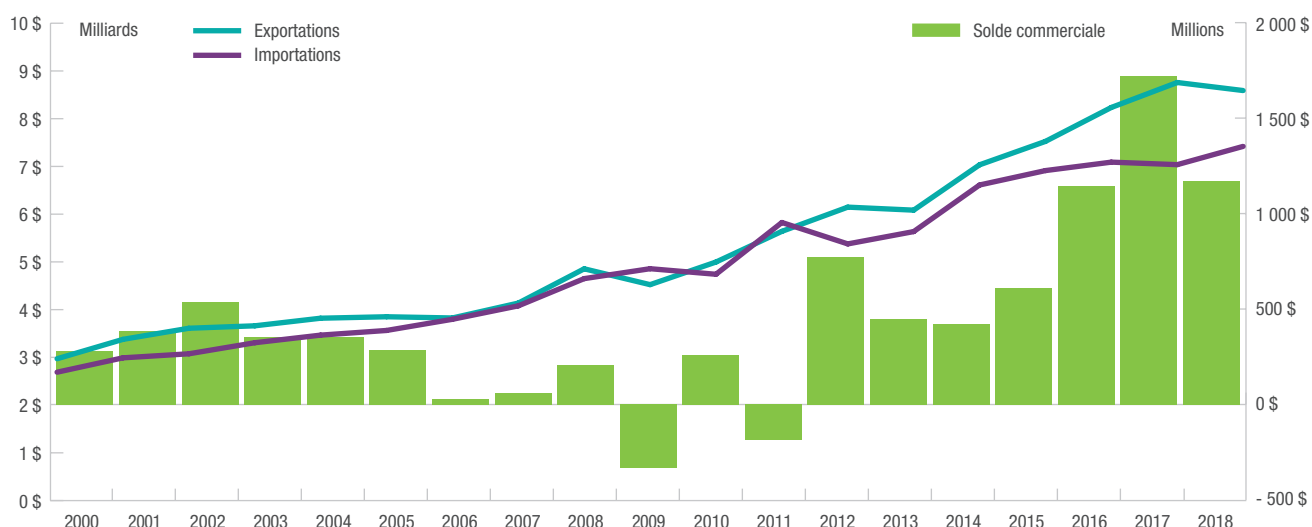
- Pour l'année 2018, la valeur des importations bioalimentaires se chiffre à 7,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 5,4 % par rapport à l'année 2017. La valeur et les volumes des importations ont augmenté cette année dans la plupart des secteurs bioalimentaires.

- Comme pour les années précédentes, les principaux produits importés par le Québec en 2018 étaient les suivants :
 - les boissons (1,6 G\$, soit 21,7 %);
 - les fruits, les légumes et leurs préparations (1,6 G\$, soit 21,0 %);
 - le cacao et ses préparations (0,8 G\$, soit 10,2 %);
 - le sucre et les sucreries (0,5 G\$, soit 7,1 %).
- Les premiers marchés d'importation de produits bioalimentaires pour le Québec sont l'Union européenne (31,8 %) et les États-Unis (20,0 %). Le Brésil suit de loin avec 7,5 % des importations totales québécoises.

Un solde commercial bioalimentaire international positif pour une septième année consécutive au Québec

- En 2018, la valeur des exportations bioalimentaires internationales du Québec a excédé la valeur des importations, ce qui a entraîné un solde commercial positif de près de 1,2 milliard de dollars, en baisse de 30 % par rapport à 2017. Toutefois, ce solde est supérieur à ceux des années de la période 2000-2016.

FIGURE 11 | COMMERCE BIOALIMENTAIRE INTERNATIONAL DU QUÉBEC EN 2018 (G\$)



Source : Global Trade Tracker; compilation du MAPAQ.

Des perspectives positives, tant sur les marchés développés que sur les marchés émergents

- Exportation et développement Canada⁴ (EDC) anticipe une croissance des exportations agroalimentaires canadiennes de 6 % pour l'année 2019 par rapport à la baisse de 1 % en 2018.
- EDC prévoit également des augmentations de la demande globale de 5 % pour les marchés développés et de 8 % pour les marchés émergents.
- En ce qui a trait aux produits de la mer, selon EDC, leurs exportations pourraient fléchir à cause de l'offre limitée.

4 Exportation et développement Canada (EDC), *Prévisions à l'exportation* — Automne 2018.



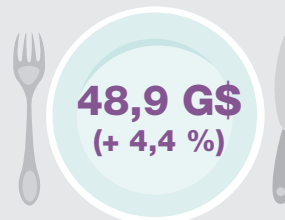
4

LA DEMANDE ALIMENTAIRE DES CONSOMMATEURS ET LE PRIX DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



Population québécoise : 8,4 M (+ 1,1 %)

DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC



27,9 G\$ Contenu québécois

31,2 G\$
(+ 3,9 %) Ventes dans le commerce de détail alimentaire

7,2 % Croissance des ventes des magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.)

0,7 % Hausse des prix des boissons alcoolisées

3,2 M
(+ 3 %) Nombre de touristes internationaux entrés au Québec

16,9 G\$
(+ 5,2 %) Ventes des services alimentaires (HRI)

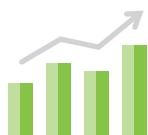
13,5 G\$
(+ 5,2 %) Ventes dans la restauration commerciale

1,0 % Hausse des prix des aliments et des boissons non alcoolisées



+ 6 545 emplois | Création d'emplois dans la restauration commerciale

357 000 personnes | Emploi dans les magasins d'alimentation et dans la restauration commerciale



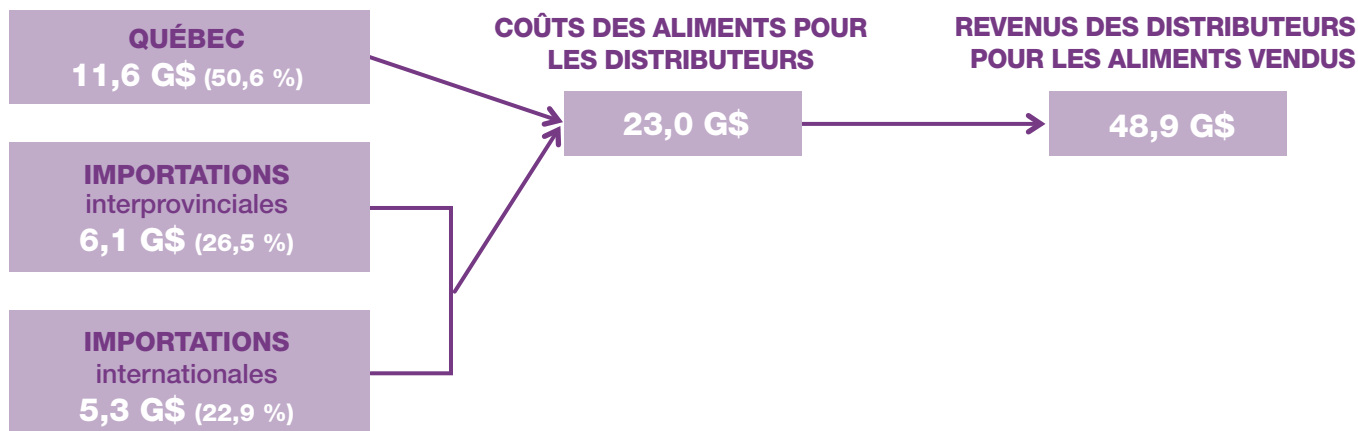
534,1 M\$
investissements
du maillon tertiaire



16,0 G\$ (+ 2,8 %)
PIB
du maillon tertiaire (grossistes, détaillants, restauration)

PROVENANCE DES ALIMENTS CONSOMMÉS AU QUÉBEC EN 2018

PROVENANCE DES ALIMENTS



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et circuit de commercialisation du secteur bioalimentaire de 2017, compilation du MAPAQ.

4.1 LA DEMANDE ALIMENTAIRE

Une demande alimentaire soutenue par la consommation des ménages et des visiteurs étrangers

- Au Québec, la demande alimentaire des consommateurs est estimée à 48,9 milliards de dollars pour l'année 2018, une croissance de 4,4 % par rapport à la valeur de l'année 2017 ou de 3,3 % sans l'effet de prix. Cette demande est évaluée à partir des achats des consommateurs dans les magasins, les restaurants et d'autres circuits de distribution.
- Son augmentation est attribuable en partie à l'accroissement de 1,1 % de la population, mais surtout à une demande plus forte des consommateurs (ménages québécois, touristes, etc.). Des facteurs tels qu'une économie vigoureuse, un taux de chômage très bas ainsi que le recul des prix de nombreux produits alimentaires ont sans doute incité les Québécois à dépenser davantage pour l'alimentation. De plus, selon Tourisme Québec, le taux d'occupation a été élevé dans les établissements d'hébergement (établissements hôteliers et résidences de tourisme) du Québec⁵. À l'image des années 2016 et 2017, la province a connu une saison touristique exceptionnelle⁶.
- Le tableau suivant présente la répartition de la valeur estimée de la demande alimentaire québécoise pour l'année 2018 :

TABLEAU 2 | RÉPARTITION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE AU QUÉBEC EN 2018

DEMANDE ALIMENTAIRE : 48,9 G\$ (+ 4,4 %)				
COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE* 31,2 G\$ (+ 3,9 %)		AUTRES CIRCUITS DE DISTRIBUTION** 0,8 G\$ (+ 8,7 %)	SERVICES ALIMENTAIRES 16,9 G\$ (+ 5,2 %)	
Magasins d'alimentation 24,4 G\$ (+ 3,0 %)	Autres magasins 6,8 G\$ (+ 7,2 %)		Restauration commerciale 13,5 G\$ (+ 5,2 %)	Restauration non commerciale 3,4 G\$ (+ 5,2 %)

*Il s'agit de la valeur des ventes de produits alimentaires seulement. Statistique Canada a révisé la méthodologie employée pour déterminer la valeur des ventes alimentaires, ce qui explique les écarts observés entre les chiffres de la présente publication et ceux des versions antérieures.

**Il s'agit d'une estimation puisqu'il existe très peu d'informations concernant les ventes effectuées par l'entremise de ces circuits.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY ; compilation et estimations du MAPAQ.

Une légère incidence des prix des aliments sur la demande alimentaire

- Comme pour les années 2016 et 2017, la hausse des prix des aliments et des boissons alcoolisées ne dépasse pas 1 % en 2018. En effet, les prix des aliments et des boissons alcoolisées se sont accrus respectivement de 1 % et de 0,7 % au Québec. À ce titre, les années 2017 et 2018 ont été singulières, car pour la première fois depuis l'année 2003, la hausse des prix alimentaires s'est maintenue sous le taux d'inflation. En 2018, ce dernier a atteint 1,7 % au Québec, notamment en raison de la majoration des coûts de l'énergie (+ 6,5 %), en particulier l'essence (+ 12 %).
- Les prix des aliments et des boissons dans le panier d'épicerie ont faiblement augmenté par rapport à l'année 2017, soit de 0,3 % pour les aliments et les boissons non alcoolisées et de 0,9 % pour les boissons alcoolisées. Ce sont surtout les légumes frais et les viandes qui ont coûté plus cher, tandis que les prix d'un bon nombre de produits ont accusé un repli.

⁵ http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins_info/bulletin/2018/decembre/index.html

⁶ Le nombre de touristes internationaux qui sont entrés au Canada par le Québec en 2018 a dépassé celui de l'année 2017 pour atteindre un nouveau sommet historique : http://www.tourisme.gouv.qc.ca/publications/bulletins_info/bulletin/2018/decembre/index.html

TABEAU 3 | VARIATION DES PRIX À LA CONSOMMATION AU QUÉBEC

PRODUITS ALIMENTAIRES	2016	2017	2018
ALIMENTS (RESTAURANTS ET MAGASINS)	1,1 %	0,3 %	1,0 %
Aliments achetés en magasin	0,6 %	– 0,5 %	0,3 %
Viande	– 0,4 %	0,2 %	1,3 %
■ Bœuf frais ou surgelé	– 1,8 %	– 0,7 %	0,7 %
■ Porc frais ou surgelé	– 2,0 %	– 2,4 %	4,9 %
■ Volaille fraîche ou surgelée	1,0 %	3,7 %	1,9 %
Légumes frais	4,6 %	– 2,7 %	7,2 %
Fruits frais	4,3 %	– 4,5 %	– 0,2 %
Poissons, fruits de mer et autres produits de la mer	5,3 %	4,1 %	0,8 %
Produits laitiers	– 1,1 %	– 0,5 %	– 1,5 %
Œufs	– 2,6 %	– 6,3 %	1,4 %
Produits de boulangerie et céréaliers	– 1,0 %	– 1,0 %	0,2 %
Graisses et huiles	– 0,7 %	– 1,5 %	– 1,9 %
Café et thé	– 1,6 %	– 0,8 %	– 2,0 %
Aliments achetés au restaurant	2,0 %	2,5 %	2,7 %
BOISSONS ALCOOLISÉES (RESTAURANTS ET MAGASINS)	0,7 %	0,1 %	0,7 %

Source : Statistique Canada, indice des prix à la consommation, tableau 18-10-0004-01 ; compilation du MAPAQ.

- Les sorties au restaurant ont coûté plus cher, surtout en raison du prix des aliments (+ 2,7 %), car celui des boissons alcoolisées a peu évolué.
- Notons toutefois qu'en 2018, l'accroissement des prix des aliments au Québec est resté sous la moyenne canadienne, qui se situait à 1,9 %.

4.1.1 LE COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE

La poursuite de la migration des achats vers les magasins non traditionnellement alimentaires

- Le segment alimentaire du commerce de détail représente un secteur d'importance, puisque la valeur des ventes d'aliments et de boissons correspond à près du quart de la valeur des ventes dans tout le commerce de détail québécois.
- En 2018, les ventes totales de produits alimentaires dans le commerce de détail ont progressé de 3,9 %, et leur valeur est estimée à 31,2 milliards de dollars. Au total, les magasins d'alimentation et les autres magasins du secteur ont réalisé des ventes alimentaires de 24,4 et de 6,8 milliards de dollars respectivement en 2018.
- Cette croissance a surtout été enregistrée dans les magasins non traditionnellement alimentaires (Walmart, Costco, etc.), pour lesquels le taux est estimé à 7,2 %. Quant aux magasins d'alimentation traditionnels (supermarchés, épiceries, dépanneurs-tabagies, magasins de bière, de vins et de spiritueux, magasins spécialisés), les ventes alimentaires ont augmenté de 3 %.

TABEAU 4 | ESTIMATIONS DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU QUÉBEC SELON LES TYPES DE MAGASINS, EN 2017 ET 2018 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2017	2018	VARIATION 2018-2017	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
COMMERCE ALIMENTAIRE DE DÉTAIL	30,0	31,2	3,9 %	3,4 %
Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.)	23,7	24,4	3,0 %	2,5 %
Autres magasins (Walmart, pharmacies, Costco, etc.)	6,3	6,8	7,2 %	6,7 %

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Note : les données du tableau font référence uniquement aux produits alimentaires. Elles excluent les produits de santé et de beauté, les produits hygiéniques, le tabac et les aliments pour animaux de compagnie.

Source : Statistique Canada ; compilation et estimations du MAPAQ.

- Bien que le commerce de détail réalise la grande majorité des ventes alimentaires, d'autres circuits de distribution sont de plus en plus populaires chez les consommateurs québécois, notamment les marchés publics, les kiosques à la ferme et les paniers biologiques. Au Québec, cette popularité s'est traduite par une hausse des ventes de 8,7 % en 2018 par rapport à l'année 2017 et par l'atteinte d'une valeur estimée à 0,8 milliard de dollars.
- À l'échelle canadienne, la tendance ressemble à celle au Québec : les concurrents des magasins traditionnels affichent un taux de croissance des ventes alimentaires supérieur, comme le montre le tableau suivant. Cette situation, que l'on peut déjà observer depuis quelques années, se poursuit.

TABEAU 5 | ESTIMATIONS DES VENTES DE PRODUITS ALIMENTAIRES DANS LE COMMERCE DE DÉTAIL AU CANADA SELON LES TYPES DE MAGASINS, EN 2017 ET 2018 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2017	2018	VARIATION 2018-2017
COMMERCE DE DÉTAIL ALIMENTAIRE	133,2	137,0	2,8 %
Magasins d'alimentation (supermarchés, boucheries, etc.)	104,6	106,5	1,8 %
Autres magasins (Walmart, Costco, pharmacies, etc.)	28,7	30,5	6,4 %

Note : ces mêmes données par province ne sont pas publiées par Statistique Canada.

Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0236-01 ; compilation et estimations du MAPAQ.

4.1.2 LA RESTAURATION

Un excellent bilan une fois de plus pour la restauration québécoise

- Le chiffre d'affaires des services alimentaires a connu une bonne croissance. Les ventes ont progressé de 5,2 % en 2018 pour atteindre une valeur estimée à 16,9 milliards de dollars.
- Le chiffre d'affaires de la restauration commerciale⁷ s'est chiffré à 13,5 milliards de dollars, une croissance de 5,2 % par rapport à l'année 2017. Les saisons touristiques exceptionnelles qu'a connues la province depuis l'année 2016 et la bonne tenue de l'économie québécoise ont contribué aux bons résultats que les restaurateurs obtiennent depuis trois ans.
- L'estimation des recettes de la restauration non commerciale⁸ se situe à 3,4 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 5,2 % par rapport à l'année précédente.

⁷ Dans la restauration commerciale, la vente de nourriture ou de boissons représente l'activité principale (au moins 50 % du chiffre d'affaires) des établissements.

⁸ La restauration non commerciale regroupe les établissements où la préparation et le service d'aliments et de boissons tiennent lieu d'activité complémentaire. La mission principale de ces établissements n'est donc pas la restauration ; celle-ci a plutôt pour objectif d'accueillir une clientèle. Ce secteur comprend la restauration hôtelière, la restauration institutionnelle, la restauration dans les commerces de détail et les autres services alimentaires.

TABLEAU 6 | VENTES DANS LA RESTAURATION AU QUÉBEC SELON LES TYPES D'ÉTABLISSEMENTS, EN 2017 ET 2018 (G\$)

TYPES D'ÉTABLISSEMENTS	2017	2018	VARIATION 2018/2017	VARIATION RÉELLE (EN VOLUME)
TOTAL, SERVICES ALIMENTAIRES (HRI)	16,0	16,9	5,2 %	3 %
Restauration commerciale	12,8	13,5	5,2 %	3 %
Restaurants à service complet	6,4	6,7	4,7 %	3 %
Restaurants à service restreint	4,9	5,1	5,2 %	2 %
Services de restauration spéciaux*	0,9	1,0	6,9 %	5 %
Débts de boissons alcoolisées	0,6	0,7	7,7 %	8 %
Restauration non commerciale	3,2	3,4	5,2 %	2 %

* Ces services regroupent les services de restauration contractuels, les traiteurs, les cantines et les comptoirs mobiles.

Variation réelle : variation des ventes une fois l'effet des prix (inflation) soustrait.

Sources : Statistique Canada, Restaurants Canada et fsSTRATEGY ; compilation et estimations du MAPAQ.

- Pour l'année 2018, l'essor des ventes est attribuable à tous les sous-secteurs. Les services de restauration spéciaux ont accru leurs ventes de 6,9 %. Au fait, plusieurs nouveaux joueurs ont fait leur entrée dans le monde des services de traiteurs.
- Les ventes des établissements de restauration à service complet et à service restreint (rapide) ont respectivement progressé de 4,7 % et 5,2 %.
- Contrairement au repli observé en 2017, les ventes dans les débits de boissons alcoolisées ont progressé de 7,7 %. Dans ce sous-secteur, la tendance baissière des ventes qui s'est amorcée au milieu des années 2000 tend à se résorber.

À l'échelle canadienne, la situation ressemble à celle du Québec avec une hausse équivalente à celle de l'année 2017. Toutefois, la progression des ventes dans les services de restauration spéciaux et dans les débits de boissons alcoolisées a été plus probante au Québec qu'au Canada.

4.2 LES RETOMBÉES DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

- La demande alimentaire a un effet déterminant sur l'économie québécoise. Le nombre d'emplois et le contenu québécois sont des indicateurs qui mesurent son importance. Près de 387 200 personnes travaillaient à temps plein ou à temps partiel à servir la clientèle en 2018, dont 231 390 personnes dans le secteur de la restauration et des débits de boissons, une hausse de 5 450 personnes en 2018. Un nombre stable de personnes en 2018, soit 125 440, travaillaient dans les magasins d'alimentation, alors que 30 370 personnes (une hausse de 1 980 personnes en 2018) occupaient un emploi chez un grossiste-distributeur de produits agricoles et alimentaires.
- En plus des retombées sur l'emploi, les dépenses alimentaires ont des répercussions, d'une part, sur la rémunération des entreprises de distribution (profits, amortissements...) et, d'autre part, sur les industries québécoises qui leur fournissent des produits et services. En fait, si l'on soustrait du 48,9 milliards de dollars de dépenses alimentaires toutes les importations internationales et interprovinciales, il ne reste que 57 %⁹ ou 27,9 milliards de dollars répartis dans une multitude d'industries du Québec pour rémunérer les travailleurs et les entreprises.

9 Estimation basée sur des simulations du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec de 2017.



5 LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS



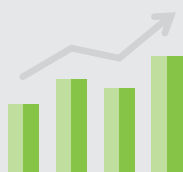
71 851 (+ 3,1 %)
Emplois



30,3 G\$ (+ 2,9 %)
Livraisons manufacturières



8,8 G\$ (+ 1,5 %)
PIB réel



513 M\$ (+ 13,8 %)
Investissements



0,3 %
Croissance des prix des aliments
vendus par les fabricants

0,9 %
Croissance des prix des boissons
vendues par les fabricants

APPROVISIONNEMENT ET DESTINATION DES PRODUITS DE LA TRANSFORMATION BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE

PROVENANCE DES FOURNITURES ALIMENTAIRES

AGRICULTURE AU QUÉBEC
5,6 G\$ (52,8 %)

IMPORTATIONS internationales
2 G\$ (18,9 %)

IMPORTATIONS interprovinciales
3 G\$ (28,3 %)

VALEUR DES LIVRAISONS
30,3 G\$
interindustries
(4,6 G\$)

DESTINATION DES LIVRAISONS

CONSOMMATEURS AU QUÉBEC
11,3 G\$ (44 %)

EXPORTATIONS internationales
6,9 G\$ (26,8 %)

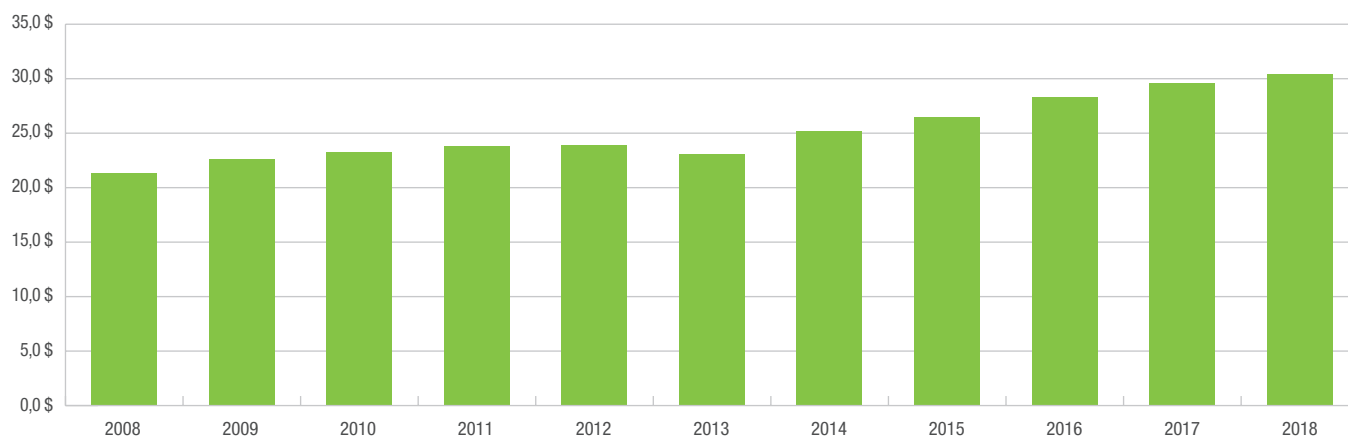
EXPORTATIONS interprovinciales
7,5 G\$ (29,2 %)

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et circuit de commercialisation du secteur bioalimentaire de 2017, compilation du MAPAQ.

Une croissance plus sobre de la valeur des livraisons des aliments et des boissons en 2018

- La valeur des livraisons manufacturières des fabricants d'aliments et de boissons a atteint 30,3 milliards de dollars en 2018, une hausse de 2,9 %. Ce taux est inférieur à celui de l'an passé (4,6 %) et est le plus faible des cinq dernières années.

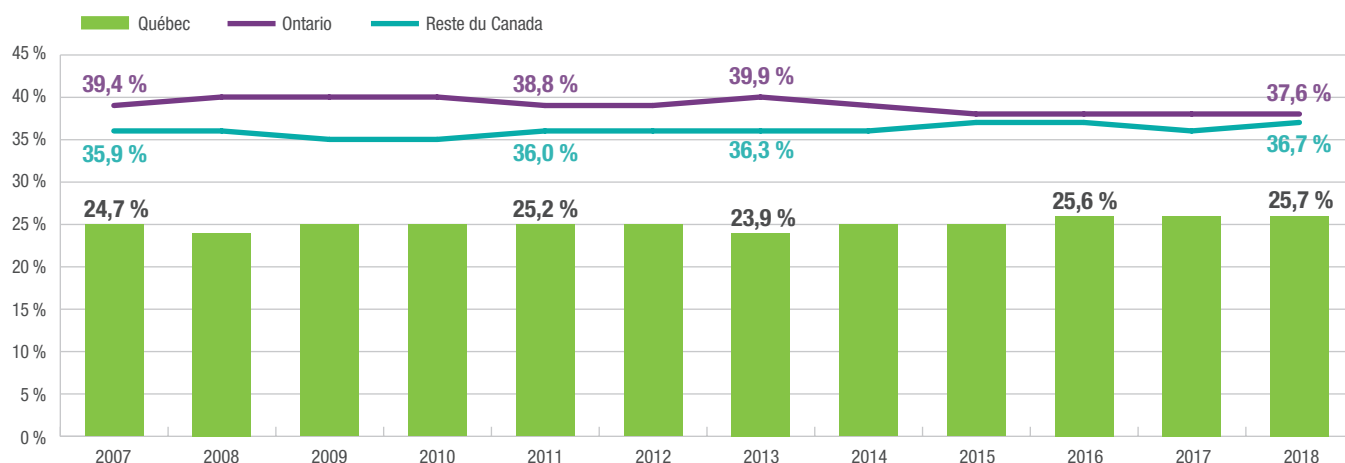
FIGURE 12 | ÉVOLUTION DE LA VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES D'ALIMENTS ET DE BOISSONS AU QUÉBEC, DE 2008 À 2018 (MILLIARDS DE DOLLARS)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 16-10-0048-01, 16-10-0118-01 et 16-10-0114-01 ; compilation du MAPAQ.

- En 2018, le ralentissement de la croissance par rapport à l'année 2017 concerne aussi les livraisons manufacturières de l'Ontario et du reste du Canada. Les pourcentages sont passés de 4,9 % à 1,6 % en Ontario et de 3,8 % à 3,3 % dans les autres provinces.
- En 2018, la valeur des livraisons manufacturières d'aliments et boissons et de tabac du Québec représentait 25,7 % de celle du Canada. C'est un point de pourcentage de plus qu'en 2007. Cet indicateur de compétitivité est en croissance constante depuis l'année 2013, durant laquelle un creux a été atteint pour la période 2007-2018.
- En Ontario, le pourcentage dans l'ensemble canadien des livraisons manufacturières d'aliments et boissons et de tabac a baissé d'environ deux points de pourcentage. Le groupe des autres provinces du Canada en a récupéré une partie (environ un point) depuis l'année 2007, comme le montre la figure 13.

FIGURE 13 | PARTS DU SECTEUR DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS ET DES BOISSONS DU QUÉBEC, DE L'ONTARIO ET DU RESTE DU CANADA DANS LES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES CANADIENNES, DE 2007 À 2018 (%)



Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 16-10-0048-01, 16-10-0118-01 et 16-10-0114-01 ; compilation du MAPAQ.

Le manque de vigueur des ventes de produits alimentaires transformés s'est répercuté sur la croissance du produit intérieur brut de ce secteur. Cette dernière est passée de 4,7 % en 2017 à 1,5 % en 2018 au Québec.

Des livraisons soutenues par la vigueur de la demande alimentaire québécoise...

- La baisse des prix de vente des produits industriels dans certains secteurs a exercé une pression négative sur la valeur des livraisons au Québec. C'est le cas pour la fabrication de sucre et de confiseries, la fabrication de produits de viande et les boulangeries et la fabrication de tortillas. Dans ces trois secteurs, les prix ont baissé respectivement de 3,7 %, de 1,5 % et de 0,2 %.
- Dans une période marquée par des incertitudes sur les marchés d'exportation, le secteur de la transformation a pu compter sur la vigueur du marché québécois. En effet, la demande regroupée du commerce de détail alimentaire et des services de restauration a connu une croissance appréciable de 4,4 %. Les transformateurs d'aliments et de boissons du Québec vendent 44 % de la valeur de leur production aux marchés de la distribution québécois (détaillants, restaurateurs, etc.).
- En plus du marché québécois, les entreprises de transformation alimentaire du Québec livrent aussi leurs produits dans les autres provinces canadiennes (29 % de la valeur des livraisons¹⁰) et sur les marchés internationaux (27 % de la valeur des livraisons).

... mais une baisse des importations américaines de plusieurs produits alimentaires qui affecte le Québec

- À l'échelle interprovinciale, la valeur des exportations aurait augmenté de 10 %, et la demande alimentaire serait aussi en croissance dans les autres provinces canadiennes.
- À l'international, on constate une baisse de la valeur des exportations québécoises pour la majorité des secteurs de la transformation des aliments et des boissons. Ces diminutions proviennent en particulier de la réduction des importations américaines. Le Québec a été globalement affecté¹¹ dans les secteurs suivants :
 - La fabrication d'autres aliments : - 17 % (- 124 millions de dollars);
 - La fabrication de sucre et de confiseries : - 5,3 % (- 76 millions de dollars);
 - La préparation et le conditionnement de poissons et fruits de mer : - 13,5 % (- 56 millions de dollars);
 - La fabrication de produits laitiers : - 11,9 % (- 33 millions de dollars);
 - La mouture de céréales et de graines oléagineuses : - 7,6 % (- 29 millions de dollars);
 - La fabrication d'aliments pour animaux : - 1,8 % (- 4 millions de dollars).

¹⁰ On considère la valeur des livraisons en ventes finales, car sinon, il y aurait un double comptage pour les ventes destinées à l'agriculture et les ventes pour une seconde transformation.

¹¹ Les exportations sont classées ici par secteur selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Les valeurs sont donc différentes de celles que l'on trouve dans la section sur l'évolution des échanges commerciaux, où les exportations sont classées par produit selon le Système harmonisé (SH) douanier.



6

LA PÊCHE MARITIME ET LA TRANSFORMATION DES POISSONS ET FRUITS DE MER

VALEUR DES DÉBARQUEMENTS

377 M\$

92 %

Part des crustacés dans la valeur des débarquements



VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES

674 M\$

559 M\$
Imports



404 M\$
Exports



1 366
Exploitations



États-Unis (81 %)
Principale destination des exportations internationales



5 300
Emplois

Une baisse du volume des débarquements de crevette et de crabe des neiges

- Le volume des débarquements de crustacés a diminué de 19 % en 2018. Il est passé à 32 400 tonnes, ce qui représente 12 % de moins que la moyenne des 10 années précédentes. Cette baisse est due essentiellement à la diminution des quotas globaux de pêche de 35 % pour la crevette et de 37 % pour le crabe des neiges en 2018.
- Entre les années 2017 et 2018, les volumes des débarquements de crevette et de crabe des neiges ont diminué respectivement de 3 500 tonnes et de 4 500 tonnes, ce qui correspond à des baisses de 30 % et de 23 %.
- Les prix obtenus par les pêcheurs de crevette et de crabe des neiges ont connu une hausse de 43 % et de 2 % respectivement par rapport à l'année 2017. En ce qui concerne le homard, le volume des débarquements a augmenté de 6 %, et les prix ont baissé de 6 %.

TABEAU 7 | VOLUME DES DÉBARQUEMENTS DE CRUSTACÉS AU QUÉBEC, DE 2015 À 2018 (TONNES/POIDS VIF)

GROUPE D'ESPÈCES	2015	2016	2017*	2018*	2018-2017
PÊCHES MARITIMES	57 180	54 036	54 699	45 744	-16,4 %
CRUSTACÉS	40 144	37 012	39 813	32 388	-18,6 %
Crabe des neiges	14 767	14 242	19 502	15 019	-23,0 %
Crevette nordique	18 371	16 529	11 661	8 207	-29,6 %
Homard d'Amérique	5 900	5 070	7 667	8 135	6,1 %
Autres crustacés	1 106	1 171	983	1 027	4,6 %
AUTRES	17 036	17 024	14 886	13 356	-10,3 %

* Données préliminaires.

Source : Pêches et Océans Canada, région du Québec; compilation du MAPAQ.

Une baisse de 13 % de la valeur des débarquements maritimes après le sommet de l'année 2017

- La diminution du volume des débarquements, particulièrement pour le crabe des neiges, a eu une incidence sur la valeur des débarquements de crustacés, qui a diminué de 13 % en 2018. Effectivement, la progression de 2 % du prix du crabe des neiges n'a pas été suffisante pour atténuer la réduction de la valeur des débarquements.
- Comme les crustacés représentent plus de 90 % de la valeur totale des débarquements des pêches maritimes, cette dernière a aussi baissé de 13 %. Il s'agit toutefois d'une croissance de 27 % et de 41 % par rapport aux années 2016 et 2015 respectivement.

TABEAU 8 | VALEUR DES DÉBARQUEMENTS DES PÊCHES MARITIMES AU QUÉBEC, DE 2015 À 2018 (M\$)

GROUPE D'ESPÈCES	2015	2016	2017*	2018*	2018-2017
PÊCHES MARITIMES	238,5	266,4	387,9	337,3	-13,0 %
CRUSTACÉS	211,1	234,0	355,9	309,8	-13,0 %
Crabe des neiges	86,3	109,0	209,9	164,2	-21,8 %
Crevette nordique	49,5	48,9	27,6	27,8	0,7 %
Homard d'Amérique	73,9	74,6	117,1	116,2	-0,7 %
Autres crustacés	1,4	1,5	1,3	1,6	19,7 %
AUTRES	27,4	32,4	32,0	27,5	-14,1 %

* Données préliminaires.

Source : Pêches et Océans Canada, région du Québec; compilation du MAPAQ.

Une régression des exportations internationales de l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer après quatre ans de croissance

- En 2018, l'industrie de la transformation des poissons et des fruits de mer recevait près de 90 % de la valeur des ventes de la pêche québécoise, soit environ 307 millions de dollars.
- La valeur des livraisons des usines de transformation de cette industrie se chiffrait à 582 millions de dollars, une diminution de 9 % par rapport à l'année 2017, mais une augmentation de 21 % comparativement aux années 2016 et 2015.
- Une grande part des ventes de l'industrie (69 %) sont destinées au marché d'exportation international. Avec les exportations vers les autres provinces canadiennes, qui sont estimées à environ 120 millions de dollars, les marchés d'exportation interprovinciaux et internationaux englobent plus de 90 % de la valeur des livraisons de poissons et fruits de mer transformés au Québec en 2018.
- En ce qui concerne les importations internationales, elles se chiffrent à 559 millions de dollars, ce qui correspond à une augmentation de 8 % par rapport à l'année 2017. Ces importations permettent de compléter et de diversifier l'offre québécoise pour satisfaire la demande (saumon du Pacifique, pétoncles, crevettes, seiches, etc.).

TABLEAU 9 | RÉPARTITION DES VENTES DE L'INDUSTRIE DE LA PRÉPARATION ET DU CONDITIONNEMENT DES POISSONS ET FRUITS DE MER DU QUÉBEC ENTRE LES MARCHÉS INTERNATIONAL ET CANADIEN, DE 2015 À 2018

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018*	2018-2017
LIVRAISONS TOTALES (M\$)	480	480	640	582	-9,0 %
EXPORTATIONS INTERNATIONALES (M\$)**	283	345	462	404	-12,5 %
EXPORTATIONS INTERNATIONALES (%)	59 %	72 %	72 %	69 %	-
VENTES AU CANADA (M\$)	197	135	178	178	0 %
VENTES AU CANADA (%)	41 %	28 %	28 %	31 %	-

*Données préliminaires.

**Exportations selon les codes SCIAN.

Source : données sur le commerce en direct, Innovation, Sciences et Développement économique Canada ; compilation du MAPAQ.



7

L'AGRICULTURE

RECETTES MONÉTAIRES PROVENANT DU MARCHÉ

8,3 G\$

63 %

Part des productions animales dans les recettes monétaires provenant du marché



RECETTES MONÉTAIRES

AGRICOLLES

8,7 G\$



5 %

Terres cultivables au Canada

14 %

Part des recettes monétaires canadiennes provenant du marché



1,8 G\$

**Exportations
internationales**

de produits agricoles primaires

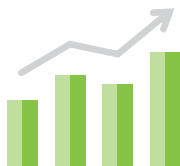
4,1 G\$

PIB agricole



28 000

Exploitations agricoles



807 M\$

Investissements

(productions végétales et productions animales)



55 900

Emplois agricoles

APPROVISIONNEMENT ET DESTINATION DES PRODUITS DE LA PRODUCTION AGRICOLE QUÉBÉCOISE*

PROVENANCE DES FOURNITURES ALIMENTAIRES

**TRANSFORMATEURS
DU QUÉBEC**
2 G\$ (82,7 %)

**IMPORTATIONS
internationales**
133 M\$ (5,6 %)

**IMPORTATIONS
interprovinciales**
277 M\$ (11,7 %)

VALEUR DES PRODUCTIONS AGRICOLLES

10,0 G\$
interindustries
(1,4 G\$)

DESTINATION DES VENTES AGRICOLES

**CONSOMMATEURS
DU QUÉBEC**
884 M\$ (10,2 %)

**TRANSFORMATEURS
DU QUÉBEC**
5,6 G\$ (65,1 %)

**EXPORTATIONS
internationales**
1,7 G\$ (19,6 %)

**EXPORTATIONS
interprovinciales**
443 M\$ (5,1 %)

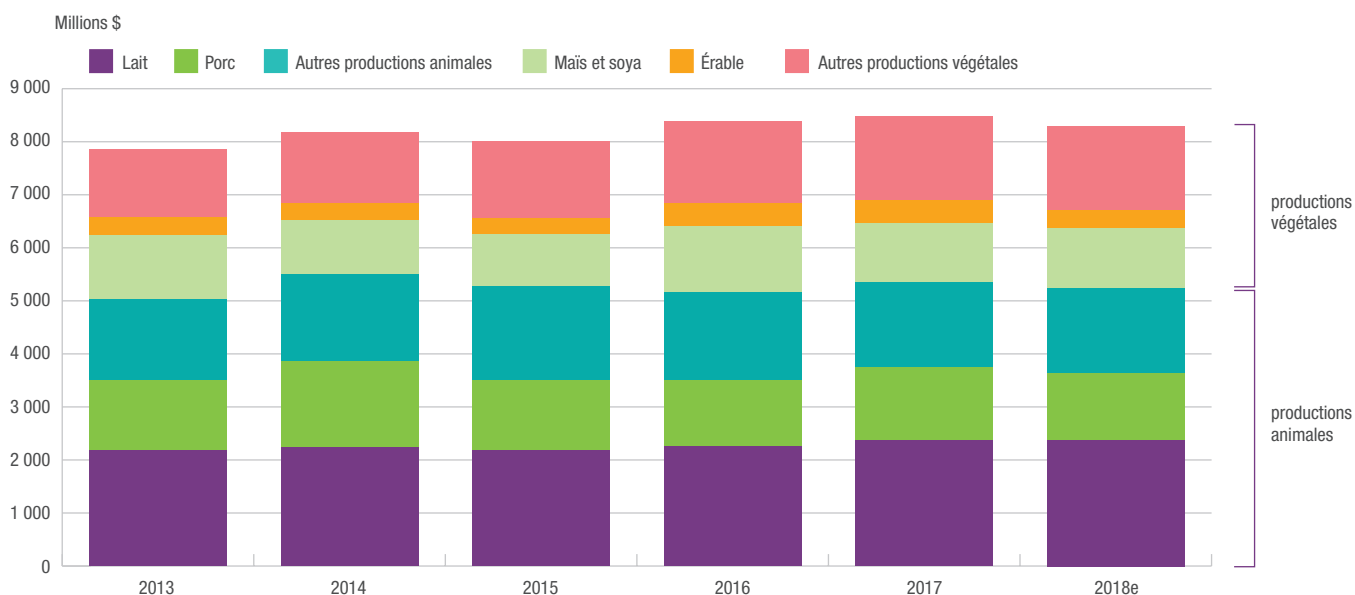
* Inclus les données de la pêche.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et circuit de commercialisation du secteur bioalimentaire de 2017, compilation du MAPAQ.

Une réduction des ventes agricoles

- La baisse des prix payés aux éleveurs de porcs et des rendements plus modestes en acériculture ont entraîné, en 2018, une réduction des recettes monétaires agricoles tirées du marché au Québec.
- La conjoncture de prix défavorable à l'endroit des éleveurs a contribué à une diminution de 117 millions de dollars des ventes agricoles dans l'ensemble des productions animales au Québec, qui ont atteint 5,2 milliards de dollars en 2018. Le prix de référence américain du porc, dont dépend le prix payé aux éleveurs du Québec, a diminué en raison de l'expansion de la production américaine et des tarifs imposés par la Chine et le Mexique sur la viande porcine importée des États-Unis. La valeur des ventes agricoles s'est pour sa part maintenue dans le secteur de la production laitière.
- La valeur des recettes monétaires provenant du marché dans le secteur des productions végétales a diminué de 68 millions de dollars en 2018 au Québec. Cette réduction s'explique principalement par une baisse de la production de sirop d'érable en 2018, après deux années de récoltes sans précédent en 2016 et 2017 en raison de rendements à l'entaille exceptionnels. Dans l'ensemble, la valeur des ventes dans le secteur des productions végétales a totalisé 3,1 milliards de dollars en 2018.
- Ainsi, selon les estimations disponibles, les recettes monétaires agricoles provenant du marché ont atteint 8,3 milliards de dollars en 2018, ce qui correspond à 185 millions de moins qu'en 2017.

FIGURE 14 | RECETTES MONÉTAIRES AGRICOLES PROVENANT DU MARCHÉ AU QUÉBEC (M\$), DE 2013 À 2018

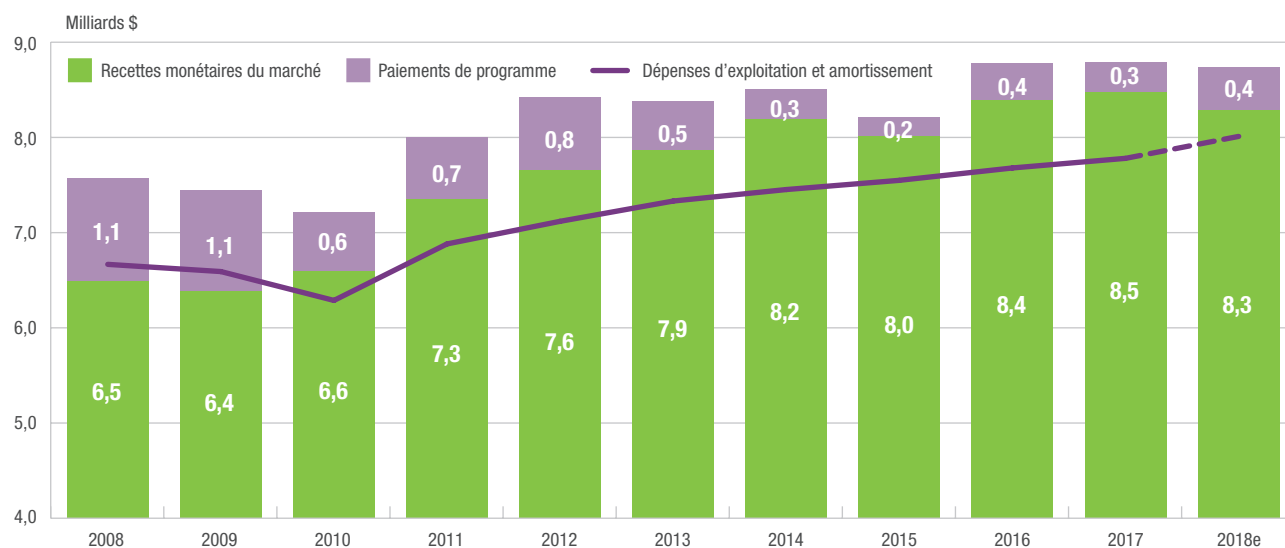


e : estimation.

Sources : Statistique Canada ; estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du MAPAQ pour l'année 2018 ; compilation du MAPAQ.

- Avec les paiements de programmes gouvernementaux, les recettes monétaires agricoles totales se sont élevées à 8,7 milliards de dollars au Québec en 2018. C'est environ 50 millions de moins que l'année précédente.
- Parallèlement, les informations disponibles indiquent que les dépenses d'exploitation des entreprises agricoles ont probablement connu une hausse en 2018. En particulier, le prix du carburant pour la machinerie s'est accru de 20 % alors que le coût de l'alimentation des animaux, le plus important poste de dépenses agricoles au Québec, augmentait d'environ 5 %. Les dépenses en intérêts sur la dette ont pour leur part été exposées au relèvement graduel des taux d'intérêt en 2018.
- Dans un contexte où les recettes monétaires agricoles totales se sont légèrement repliées et que les dépenses ont probablement augmenté, la rentabilité du secteur agricole pourrait avoir diminué en 2018.

FIGURE 15 | REVENUS ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, DE 2008 À 2018



e : estimation.

Sources : Statistique Canada ; estimations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et du MAPAQ pour 2018 ; compilation du MAPAQ.

- Le PIB du secteur agricole est demeuré stable en 2018, s'établissant à 4,1 G\$¹². D'un côté, les volumes récoltés ont diminué dans certaines cultures, notamment en acériculture¹³. La hausse de la production dans le secteur laitier a néanmoins contribué à soutenir le PIB agricole.

¹² Il s'agit de dollars enchaînés de l'année 2012.

¹³ Rappelons que le volume récolté de sirop d'érable en 2017 a atteint un niveau sans précédent en raison de rendements à l'entaille très élevés.



8

LES ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE LA PÉRIODE 2018-2019

Les accords commerciaux établissent un cadre pour les règles en matière de commerce de produits agricoles et alimentaires. À cet égard, la section qui suit présente les faits saillants de l'année 2018-2019.

8.1 LA CONCLUSION ET LA MISE EN ŒUVRE D'ACCORDS COMMERCIAUX DE LIBRE-ÉCHANGE AU COURS DE L'ANNÉE 2018-2019

L'Accord Canada–États-Unis–Mexique

L'Accord Canada–État-Unis–Mexique (ACEUM) a été signé le 30 novembre 2018, en marge du Sommet du G20 à Buenos Aires. Il entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant la ratification par les trois pays.

Dans le cadre de cet accord, de nouveaux accès aux marchés ont été concédés pour tous les produits laitiers, la volaille et les œufs de consommation. La signature de cette entente permet néanmoins de préserver l'accès privilégié du Québec au marché américain, de dissiper l'incertitude entourant le maintien des relations commerciales privilégiées en Amérique du Nord et d'assurer une stabilité et une prévisibilité des marchés pour les entreprises québécoises.

En 2018, la valeur totale des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec s'élevait à plus de 8,6 milliards de dollars. Une part de 68 % de ces exportations était destinée au marché des États-Unis, ce qui représente une valeur de 5,8 milliards de dollars. Les produits bioalimentaires que le Québec importe des États-Unis ont une valeur de 1,5 milliard de dollars.

L'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste

Le Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) est entré en vigueur le 30 décembre 2018 pour six des pays membres (Canada, Australie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande et Singapour) et le 14 janvier 2019 pour le Vietnam.

L'élimination des tarifs qui est prévue dans le PTPGP aura des conséquences favorables pour les exportations bioalimentaires québécoises, comme les produits du porc, le soya, les produits de l'érable, les produits de la mer, les petits fruits, les produits transformés et les produits biologiques, notamment grâce à l'ouverture du marché japonais.

Le PTPGP prévoit toutefois un accès supplémentaire au marché canadien par l'augmentation des contingents tarifaires pour tous les produits sous gestion de l'offre (produits laitiers, volailles et œufs).

L'Accord de libre-échange canadien

L'Accord de libre-échange canadien (ALEC) est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2017. Il a été conclu entre l'ensemble des provinces et des territoires du Canada et le gouvernement fédéral. Il engage les gouvernements à l'égard d'un éventail de règles qui devraient favoriser le commerce interprovincial au Canada.

L'ALEC prévoit aussi la création de la Table de coopération et de conciliation réglementaires, qui supervise le processus de conciliation réglementaire et favorise la coopération réglementaire à l'échelle du Canada. La Table produit chaque année un plan de travail concernant les mesures qui doivent faire l'objet d'un processus de conciliation. Publié en juillet 2018, le premier plan de travail comportait cinq mesures touchant le secteur bioalimentaire.

8.2 LES NÉGOCIATIONS EN COURS

Le Mercosur

Le bloc commercial sud-américain du Mercosur est une union douanière créée en 1991 par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. La première ronde de négociations en vue d'un accord de libre-échange s'est tenue à Ottawa du 20 au 23 mars 2018. Les rondes de négociations ont eu lieu en alternance tout au long de l'année. La cinquième ronde de négociations s'est tenue au cours de la semaine du 25 mars 2019 à Ottawa.

L'Alliance du Pacifique

L'Alliance du Pacifique est une initiative d'intégration régionale créée en 2011 par le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Le 29 juin 2017, lors d'une réunion de leur conseil des ministres, les pays membres de l'Alliance ont invité certains États observateurs (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Singapour) à devenir des membres associés. Bien que le Canada ait déjà conclu des accords de libre-échange avec les quatre membres de l'Alliance, le fait d'en devenir un membre associé nécessitera un nouvel accord propre à celle-ci. Sept rondes de négociations ont été complétées à ce jour.

Les autres accords

Au cours des dernières années, le gouvernement canadien a entamé des négociations visant à conclure ou à moderniser des accords de libre-échange avec l'Inde, le marché commun des Caraïbes (CARICOM), le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, le Maroc, la République dominicaine et le Costa Rica. Ces négociations n'ont toutefois pas beaucoup progressé au cours de la dernière année.

8.3 LES ACTIVITÉS EXPLORATOIRES

La Chine

L'accroissement du commerce et des investissements avec la Chine demeure une priorité pour le Canada. De plus, la Chine est le deuxième marché d'exportation du Canada et du Québec pour les produits bioalimentaires. En septembre 2016, les deux pays ont ouvert des discussions exploratoires en vue d'un possible accord de libre-échange.

Toutefois, bien que le Canada souhaite poursuivre ses discussions avec la Chine, certaines situations qui se sont produites au cours de l'année ont passablement refroidi les relations diplomatiques entre les deux pays. Cela limite les possibilités quant à un éventuel accord de libre-échange dans un avenir prévisible.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Le 8 septembre 2017, le Canada et les États membres de l'ANASE (Brunei Darussalam, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) ont annoncé le lancement de discussions exploratoires en vue d'un possible accord de libre-échange. Ces discussions permettent d'échanger des informations sur l'approche à privilégier ainsi que sur les régimes internes de réglementation et d'explorer les détails d'un possible accord de libre-échange Canada-ANASE. La première série de discussions exploratoires en face à face a eu lieu les 11 et 12 juillet 2018 à Singapour.

Le Royaume-Uni (Brexit)

À la suite d'une volonté exprimée lors du référendum de juin 2016, la sortie définitive du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit) devait se faire le 29 mars 2019.

Toutefois, le Parlement britannique a massivement rejeté à trois reprises le projet d'accord de retrait négocié avec l'Union européenne. Le Canada a mené des consultations techniques auprès du Royaume-Uni sur les moyens de maintenir l'accès préférentiel au marché au cas où les négociations sur le Brexit échoueraient. Toutefois, les règles applicables au commerce entre les deux pays ne seront connues qu'à la fin du processus.

8.4 LES LITIGES

La contestation, par l'Australie, des mesures régissant la vente de vin au Canada

Le 12 janvier 2018, le gouvernement fédéral a reçu une demande de consultation officielle de la part de l'Australie en vertu du mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce concernant des mesures qui sont maintenues par la Colombie-Britannique, l'Ontario, le Québec et la Nouvelle-Écosse relativement à la vente de vin.

Cette consultation n'ayant pas permis de régler le différend, l'Australie a demandé la formation d'un groupe spécial le 13 août 2018, ce qui a finalement été fait le 7 mars 2019.

L'Afrique du Sud, l'Argentine, le Chili, la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, Israël, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, le Taipei chinois, l'Ukraine, l'Union européenne et l'Uruguay ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du groupe spécial dans ce différend.

ANNEXES

TABEAU 10 | PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU QUÉBEC EN 2017 ET 2018

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DE BASE (M\$)	2017	2018	VARIATION (%) 2018-2017
Agriculture et pêches	4 410	4 341	-1,6%
Fabrication des aliments, boissons et tabac	8 651	8 777	1,5%
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac)	2 651	2 750	3,7%
Magasins d'alimentation	4 140	4 143	0,1%
Services de restauration et débits de boissons	6 669	6 866	3,0%
Total bioalimentaire*	28 660	29 159	1,7%
Total bioalimentaire incluant le cannabis	30 331	31 279	3,1%
Industries manufacturières	48 295	49 493	2,5%
Ensemble de l'économie**	355 037	362 591	2,1%
EMPLOIS	2017	2018	VARIATION (%) 2018-2017
Pêches et aquaculture	3 724	3 724	0,0 %
Agriculture	57 100	55 900	- 2,1 %
Fabrication des aliments, boissons et tabac	69 689	71 851	3,1 %
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac)	28 389	30 368	7,0 %
Magasins d'alimentation	125 599	125 441	- 0,1 %
Restauration commerciale	224 844	231 388	2,9 %
Total bioalimentaire	509 345	518 672	1,8 %
Ensemble de l'économie	4 223 300	4 262 200	0,9 %
INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS (M\$)	2017	2018	VARIATION (%) 2018-2017
Agriculture	881	807	- 8,4 %
Fabrication des aliments	322	380	18,0 %
Magasins d'alimentation	234	142	- 39,5 %
Commerce de gros (agricole, alimentaire, boissons et tabac)	142	141	- 0,7 %
Restauration commerciale	220	252	14,4 %
Total investissements en immobilisations bioalimentaires	1 927	1 854	- 3,8 %
Ensemble de l'économie	37 630	39 214	4,2 %

* Ce total inclut aussi les autres magasins (ex.: Walmart), les services de restauration (hôtellerie et marché institutionnel) et les autres circuits de distribution (ex.: marchés publics).

** : Pour le PIB de l'ensemble de l'économie, la croissance correspond à l'évaluation qui serait faite selon l'approche des dépenses.

INDICATEURS DE L'ACTIVITÉ (M\$)	2017	2018	VARIATION (%) 2018-2017
Recettes monétaires agricoles totales	8 783,1	8 730,6	- 0,6 %
Livraisons manufacturières des aliments	25 001,1	25 548,8	2,2 %
Livraisons manufacturières des boissons et du tabac	4 488,8	4 788,2	6,7 %
Demande alimentaire intérieure (G\$)	46,8	48,9	4,4 %
Ventes alimentaires au détail et circuits alternatifs (G\$)	30,7	32,0	4,0 %
Ventes des services alimentaires (HRI) (G\$)	16,0	16,9	5,2 %
Exportations internationales de produits alimentaires	8 744,2	8 590,3	- 1,8 %
Importations internationales de produits alimentaires	7 038,7	7 420,6	5,4 %
CROISSANCE DES PRIX À LA CONSOMMATION (%)	2017	2018	
Aliments	0,3 %	1,0 %	s.o.
Aliments achetés en magasin	- 0,5 %	0,3 %	s.o.
Aliments achetés au restaurant	2,5 %	2,7 %	s.o.
Boissons alcoolisées	0,1 %	0,7 %	s.o.
Boissons alcoolisées achetées en magasin	0,1 %	0,9 %	s.o.
Boissons alcoolisées dans les établissements avec permis d'alcool	0,1 %	- 0,5 %	s.o.
Ensemble des biens et services (Inflation)	1,0 %	1,7 %	s.o.
AUTRES	2017	2018	VARIATION (%) 2018-2017
Population totale (K)	8 297,7	8 390,5	1,1 %
Population active (K)	4 495,7	4 509,5	0,3 %
Taux de chômage (%)	6,1	5,5	↘
Taux d'emploi (%)	60,9	61,0	↗
Taux de change (\$Ca/\$US)	77,04	77,16	0,2 %
Taux officiel d'escompte (%)	0,96	1,69	↗

Sources: Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec; compilation et estimations du MAPAQ.

TABEAU 11 | VALEUR DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DE L'INDUSTRIE DES ALIMENTS, DES BOISSONS ET DU TABAC AU QUÉBEC, 2017 ET 2018

CODE SCIAN	SECTEUR	2017	2018	VARIATION 2018-2017
311	Fabrication d'aliments	25 001 143	25 548 789	2,2 %
31 111	Fabrication d'aliments pour animaux	2 180 353	2 315 535	6,2 %
3112	Mouture de céréales et de graines oléagineuses	1 146 870	1 230 180	7,3 %
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	1 573 499	1 506 153	- 4,3 %
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	1 760 136	1 903 898	8,2 %
3115	Fabrication de produits laitiers	5 369 869	5 411 793	0,8 %
3116	Fabrication de produits de viande	6 607 503	6 598 292	- 0,1 %
3117	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	640 497	582 000	- 9,1 %
3118	Boulangeries et fabrication de tortillas	2 439 239	2 504 334	2,7 %
3119	Fabrication d'autres aliments	3 283 177	3 496 604	6,5 %
312	Fabrication de boissons et de produits du tabac	4 488 780	4 788 178	6,7 %
	GRAND TOTAL, ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC	29 489 923	30 336 967	2,9 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

TABLEAU 12 | EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS EN 2017 ET 2018 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

PRODUITS	VALEUR EN 2017	VALEUR EN 2018	VARIATION 2018-2017	PARTS EN 2018
Viande porcine	1 635,7	1 603,0	- 2,0 %	18,7 %
Préparations de cacao	1 145,5	1 075,4	- 6,1 %	12,5 %
Fruits, légumes et préparations	774,0	817,1	5,6 %	9,5 %
Oléagineux	646,4	706,4	9,3 %	8,2 %
Préparations alimentaires diverses	537,7	605,9	12,7 %	7,1 %
Miel, érable et sucre	584,3	583,9	- 0,1 %	6,8 %
Produits céréaliers	498,8	535,2	7,3 %	6,2 %
Poissons et fruits de mer	453,9	408,5	- 10,0 %	4,8 %
Boissons	356,5	370,5	3,9 %	4,3 %
Viandes de volaille et oeufs	315,1	324,3	2,9 %	3,8 %
Aliments pour animaux	278,8	281,1	0,8 %	3,3 %
Céréales non transformées	232,4	237,7	2,3 %	2,8 %
Café, thé et produits	336,3	183,3	- 45,5 %	2,1 %
Viande bovine	143,2	165,1	15,3 %	1,9 %
Produits divers	183,7	158,2	- 13,9 %	1,8 %
Produits laitiers	178,6	145,7	- 18,4 %	1,7 %
Produits oléagineux (essentiellement l'huile de canola)	153,3	122,8	- 19,9 %	1,4 %
Animaux vivants	79,1	52,1	- 34,2 %	0,6 %
Autres groupes bioalimentaires	211,5	214,3	- 1,3 %	2,5 %
TOTAL BIOALIMENTAIRE	8 744,9	8 590,3	- 1,8 %	100,0 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

TABLEAU 13 | IMPORTATIONS BIOALIMENTAIRES INTERNATIONALES DU QUÉBEC PAR GROUPE DE PRODUITS, 2017 ET 2018 (M\$)

PRODUITS	VALEUR EN 2017	VALEUR EN 2018	VARIATION 2018-2017	PARTS EN 2018
Boissons, liquides alcooliques et vinaigre	1 562,6	1 611,4	3,1 %	21,7 %
Fruits, légumes et leurs préparations	1 491,2	1 558,7	4,5 %	21,0 %
Cacao et préparations	723,7	756,5	4,5 %	10,2 %
Sucre et sucreries	537,7	529,7	-1,5 %	7,1 %
Poissons et fruits de mer	411,2	439,8	7,0 %	5,9 %
Café, thé, maté et épices	428,2	437,4	2,1 %	5,9 %
Préparations à base de céréales	319,4	348,1	9,0 %	4,7 %
Préparations alimentaires diverses	192,3	244,7	27,2 %	3,3 %
Produits laitiers, œufs et miel	225,5	243,4	7,9 %	3,3 %
Viandes et abats comestibles	163,6	183,4	12,1 %	2,5 %
Graines et fruits oléagineux	135,6	178,7	31,8 %	2,4 %
Graisses, huiles et produits	134,1	159,3	18,8 %	2,1 %
Résidus alimentaires et aliments pour animaux	125,7	157,9	25,6 %	2,1 %
Céréales	61,1	65,6	7,4 %	0,9 %
Plantes vivantes et produits de la floriculture	64,9	60,0	-7,6 %	0,8 %
Animaux vivants	42,0	35,7	-15,1 %	0,5 %
Produits de la minoterie	21,6	25,1	15,7 %	0,3 %
Autres produits bioalimentaires	398,2	385,4	-3,2 %	5,2 %
TOTAL BIOALIMENTAIRE	7 038,7	7 420,6	5,4 %	100,0 %

Source: Statistique Canada; compilation et estimations du MAPAQ.

Réalisation

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Sous-ministériat à la transformation et aux politiques bioalimentaires
Direction de la planification, des politiques et des études économiques

Coordination

Félicien Hitayezu, directeur adjoint
Carol Gilbert
Ulrich Zombre

Recherche et rédaction

Yvon Boudreau
Carol Gilbert
Stéphanie Keable
Stéphane Lacharité
Julius Olatounde
Josée Robitaille
Yvon St-Amour
Ricardo Vargas
Ulrich Zombre

Autre collaboration

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales
Sous-ministériat aux pêches et à l'aquaculture commerciales

Révision linguistique

Sylvie Émond (l'Espace-mots)

Conception graphique

Direction des communications

Photographies

Éric Labonté, Direction des communications
Freepik.com

© Gouvernement du Québec

Dépôt légal : 2019
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN 978-2-550-83998-9 (imprimé)
ISBN 978-2-550-83999-6 (PDF)

